

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/202651]

11 MEI 2018. — Bijzonder decreet houdende wijziging van artikel 28 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op de verplichting van een gelijke alternerende vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen van de leden van het Waalse Parlement (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. In artikel 28 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, vervangen bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 en gewijzigd bij de bijzondere wetten van 2 maart 2004 en 27 maart 2006, worden het vijfde en het zesde lid vervangen als volgt :

“Op elke van de lijsten moet elke kandidaat van verschillend geslacht zijn ten opzichte van de kandidaat achter welke hij/zij in de volgorde van de lijst geplaatst is, behalve op de laatste plaats van de lijst in geval van lijsten die, bij de definitieve vaststelling ervan, een oneven aantal kandidaten tellen.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 mei 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1065 (2017-2018) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 9 mei 2018

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/202653]

11 MAI 2018. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité*

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié en dernier lieu par le décret du 26 octobre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 20°, alinéa 1^{er}, les mots « l'administrateur du gestionnaire de réseau » sont remplacés par les mots « la personne physique, administrateur du gestionnaire de réseau », les mots « en application de l'article 16, § 2 » sont remplacés par les mots « en vertu de l'article 16 »;

b) au 20°, a) les mots « , à l'exception d'un auto-producteur » sont insérés entre les mots « producteur » et les mots « , fournisseur »;

c) au 20°, b), les mots « à l'exception des pouvoirs publics, » sont insérés entre les mots « entreprises associées ou liées, » et les mots « qui de l'avis de la CWaPE »;

d) le 51°, abrogé par le décret du 11 avril 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 51° « pouvoirs publics » : la Région wallonne, les communes, C.P.A.S. et provinces ainsi que les organismes d'intérêt public visés à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, à l'exception de la Commission wallonne pour l'Energie, pour autant que ces organismes d'intérêt public soient des personnes morales de droit public et qu'ils soient détenus de façon exclusive par des personnes morales de droit public; »;

e) un 62° est ajouté :

« 62° « intercommunale pure de financement » : intercommunale à laquelle aucune personne physique ni morale autre que les communes et le cas échéant les provinces et la Région ne participe et dont l'objet principal est la gestion des participations des pouvoirs publics, notamment dans le secteur énergétique ».

Art. 2. A l'article 6 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le gestionnaire d'un réseau de distribution est une personne morale de droit public, qui peut prendre la forme d'une intercommunale. »;

2° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 3. L'article 7 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le gestionnaire de réseau de distribution, ainsi que le candidat gestionnaire de réseau de distribution remplit les conditions suivantes :

1° au minimum septante-cinq pour cent plus une des parts représentatives du capital du gestionnaire du réseau de distribution et au minimum septante-cinq pour cent plus un des droits de vote sont détenus par les pouvoirs publics;

2° les parts détenues par les communes et les provinces le sont, soit directement, soit par l'intermédiaire direct d'une intercommunale pure de financement;

3° à l'exception des pouvoirs publics et le cas échéant de leurs intercommunales pures de financement, un producteur, fournisseur ou intermédiaire, ou toute autre société liée ou associée, ne peut détenir, directement ou indirectement, des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution;

4° le conseil d'administration est composé exclusivement d'administrateurs indépendants au sens du présent décret;

5° si des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution sont détenues divisément par des pouvoirs publics détenant directement ou indirectement des participations dans le capital social d'un producteur, fournisseur ou intermédiaire, les statuts du gestionnaire du réseau de distribution empêchent que l'un de ces actionnaires puisse individuellement, directement ou indirectement, rejeter, bloquer ou imposer une décision ou faire obstacle à une prise de décision;

6° les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives à la rémunération des administrateurs et titulaires d'une fonction dirigeante locale s'appliquent aux administrateurs et gestionnaires du gestionnaire de réseau de distribution ainsi qu'à sa ou ses filiales, quelle que soit leur forme juridique.

Par rémunération visée au 6°, l'on entend tout montant fixe et variable perçu dans le cadre des activités accomplies au sein du gestionnaire de réseau de distribution et, le cas échéant, de sa filiale.

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires relatives à la composition, à la gouvernance, ainsi qu'au processus décisionnel du gestionnaire de réseau de distribution. ».

Art. 4. L'article 7bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'article 7, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut détenir directement ou indirectement des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts du gestionnaire de réseau de distribution stipulent que toute décision exige la majorité des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

2° ces statuts ne contiennent aucune disposition permettant aux actionnaires visés au présent article, individuellement ou collectivement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision;

3° nonobstant l'article 1523-12, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les statuts du gestionnaire du réseau de distribution stipulent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

4° les statuts du gestionnaire du réseau de distribution prévoient que, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut acquérir ou vendre de parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE ».

Art. 5. L'article 7ter du même décret, inséré par le décret du 11 avril 2014, est abrogé.

Art. 6. A l'article 8 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés comme suit :

« § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution assure l'activité de service public liée à la gestion de l'exploitation, la sécurité, l'entretien et le développement du réseau de distribution dans les conditions fixées à l'article 11.

Le gestionnaire du réseau de distribution peut réaliser des activités de production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelable. L'électricité ainsi produite est exclusivement utilisée afin d'alimenter ses propres installations, pour compenser ses pertes de réseau et pour fournir les clients finals dans les cas prévus par le présent décret.

Il peut uniquement réaliser, directement ou par le biais de ses filiales, les activités relevant de sa mission de service public telles que définies par ou en vertu du décret.

Le gestionnaire de réseau de distribution ne détient pas directement ou indirectement des participations dans le capital de producteurs, fournisseurs et intermédiaires.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution ne réalise pas d'activité commerciale liée à l'énergie.

Les activités commerciales visées à l'alinéa 1^{er} sont notamment la production d'énergie et la fourniture d'énergie aux clients finals hors cas prévus par le décret, les audits d'énergie, les services d'efficacité énergétique, ainsi que toute autre activité ne relevant pas directement de la mission de service public du gestionnaire de réseau.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la CWaPE peut autoriser un gestionnaire du réseau de distribution à réaliser, seul ou en partenariat, notamment avec des producteurs, fournisseurs ou intermédiaires, des activités commerciales liées à l'énergie aux conditions cumulatives suivantes :

1° à la suite d'une procédure de marché public ouverte, transparente et non discriminatoire, organisée par le gestionnaire de réseau de distribution, aucun acteur du marché n'a démontré sa capacité à détenir, développer, gérer ou exploiter pareille activité par la remise d'une offre contenant un prix inférieur au coût que supporterait le gestionnaire de réseau de distribution en exerçant lui-même cette activité et par la démonstration de sa capacité à garantir une qualité de service au moins équivalente;

2° l'activité visée à l'alinéa 1^{er} est techniquement et commercialement complémentaire aux tâches du gestionnaire de réseau de distribution et directement utile pour qu'il puisse remplir ses missions de service public;

3° après avoir contrôlé la conformité de la procédure de marché public, la CWaPE évalue la nécessité d'une telle dérogation en tenant compte des conditions visées aux 1° et 2° et approuve son exercice par le gestionnaire de réseau de distribution.

Concernant le 3°, dans son autorisation, la CWaPE, précise la ou les activités ainsi autorisées, en prenant soin de détailler leurs modalités d'exercice et notamment, leur durée maximale qui ne dépasse pas cinq ans, la zone géographique concernée s'il y a lieu, ainsi que les conditions de reconduction de l'autorisation et de retrait progressif du gestionnaire de réseau de distribution desdites activités.

La CWaPE peut reconduire l'autorisation pour une durée inférieure ou équivalente à cinq ans si les conditions visées aux 1°, 2° et 3° sont remplies.

L'activité autorisée en vertu du présent paragraphe est exercée de manière transparente et non-discriminatoire. »;

2° dans le paragraphe 2bis, les mots « l'ensemble des activités en dehors du secteur de l'électricité » sont remplacés par les mots « les activités dérogatoires autorisées conformément au paragraphe 2 »;

3° il est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Toute aliénation de l'infrastructure et de l'équipement faisant partie du réseau de distribution, faite par le gestionnaire du réseau de distribution, est soumise à l'accord du Gouvernement, après avis de la CWaPE. ».

Art. 7. A l'article 10 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le gestionnaire de réseau ne peut transférer à sa filiale la propriété de l'infrastructure ou de l'équipement du réseau. »;

2° le paragraphe 2, alinéa 2, est abrogé;

3° au paragraphe 2, alinéa 3 ancien devenu alinéa 2, les mots « § 3. » sont ajoutés devant les mots « Le Gouvernement peut » et l'alinéa est complété par la phrase suivante : « Est considéré comme manquement grave, le non-respect des dispositions relatives à l'actionnariat, aux organes de gestion ou aux missions des gestionnaires de réseau de distribution, et le cas échéant de leur filiale, ainsi que le manquement répété aux obligations imposées par et en vertu du présent décret. Le manquement grave est constaté après expiration du délai fixé par la CWaPE pour permettre au gestionnaire de réseau de distribution ou à sa filiale de se mettre en conformité. ».

Art. 8. A l'article 11, § 2, du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le mot « notamment » est abrogé;

2° l'alinéa 2 est complété par un 12° rédigé comme suit :

« 12° assurer un rôle de facilitateur de marché, notamment en vue de mettre en oeuvre la transition énergétique »;

3° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Concernant le 12°, après avis de la CWaPE et concertation des gestionnaires de réseaux de distribution, le Gouvernement définit la description de ce rôle de facilitateur de marché et les modalités pratiques de son exercice.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut définir des tâches complémentaires afin de permettre au gestionnaire de réseau de distribution d'assurer la gestion du réseau conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}. ».

Art. 9. A l'article 16 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de distribution dispose d'un personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement du gestionnaire de réseau de distribution, et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur, intermédiaire ou toute autre société liée ou associée, afin d'assurer l'exercice des missions visées à l'article 11. Moyennant accord de la CWaPE, il peut toutefois confier, seul ou en association avec un ou plusieurs gestionnaires de réseau de distribution, tout ou partie de l'exploitation journalière de ses activités visées à l'article 11 à une filiale constituée conformément au paragraphe 2. »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est abrogé;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, la phrase « La création de la filiale doit se faire dans le respect des conditions suivantes : » est remplacée par la phrase : « La filiale visée au paragraphe 1^{er} remplit les conditions suivantes : »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, les 2° et 2°bis sont remplacés par ce qui suit :

« 2° la filiale est détenue à cent pour cent par le ou les gestionnaires de réseau de distribution qui lui ont confié, en tout ou en partie, l'exploitation journalière de leur activité, et, le cas échéant, les actionnaires de ceux-ci. Les seuils de détention du capital social de la filiale respectent les prescrits de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2° du présent décret;

2°bis dans l'éventualité où les parts représentatives du capital social de la filiale seraient détenues divisément par des pouvoirs publics détenant directement ou indirectement des participations dans le capital social d'un producteur, fournisseur ou intermédiaire, les statuts de celle-ci empêchent que l'un de ces actionnaires puisse individuellement, directement ou indirectement, rejeter, bloquer ou imposer une décision ou faire obstacle à une prise de décision; »;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, est inséré un 2^{ter} rédigé comme suit :

« 2°ter la filiale ne détient pas directement ou indirectement de parts représentatives du capital des producteurs, fournisseurs ou intermédiaires; »;

6° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, au 3°, a), les mots « 80 % au moins des membres de son conseil d'administration sont des administrateurs » sont remplacés par les mots « le conseil d'administration est composé uniquement d'administrateurs », les mots « et sont » sont remplacés par les mots « et ceux-ci sont » et les mots « par le ou les gestionnaire(s) » sont remplacés par les mots « parmi les membres du conseil ou des conseils d'administration du ou des gestionnaire(s) »;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, au 3°, b), les mots « des tâches stratégiques et confidentielles énoncées au § 1^{er} » sont remplacés par les mots « des décisions relatives aux missions visées à l'article 11 »;

8° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, au 3°, c) les mots « , composés majoritairement d'administrateurs indépendants, et » sont abrogés;

9° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, le 4° est abrogé;

10° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, au 5°, les mots « la filiale peut » sont remplacés par les mots « la filiale ne peut »;

11° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 ancien devenant l'alinéa 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° afin d'assurer l'exploitation journalière des activités confiées par le ou les gestionnaires de réseau de distribution, la filiale dispose de personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement de celle-ci et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur ou intermédiaire ou toute autre société liée ou associée. »;

12° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 ancien est abrogé;

13° dans le paragraphe 3, les mots « au Ministre » sont chaque fois remplacés par les mots « au ministre et à la CWaPE »;

14° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ainsi que tout renouvellement » sont remplacés par le mot « et »;

15° le paragraphe 4 est remplacé comme suit :

« § 4. La filiale s'étant vu déléguer l'exercice de la mission, conformément au paragraphe 2, ne peut pas déléguer à une sous structure, l'exercice de leurs missions et obligations ainsi confiées. »;

16° il est complété par les paragraphes 5 à 8 rédigés comme suit :

« § 5. Tout actionnaire du gestionnaire du réseau de distribution n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut détenir directement ou indirectement des parts représentatives du capital social de la filiale créée par ce gestionnaire de réseau de distribution que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts de la filiale stipulent que toute décision exige la majorité des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

2° ces statuts ne contiennent aucune disposition permettant aux actionnaires visés au présent paragraphe, individuellement ou collectivement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision;

3° nonobstant l'article 1523-12, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les statuts de la filiale stipulent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

4° les statuts de la filiale stipulent que, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut acquérir ou vendre de parts représentatives du capital social de la filiale qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE ».

§ 6. Pour le surplus, les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution s'appliquent à la filiale constituée conformément au paragraphe 2.

§ 7. Le gestionnaire de réseau de distribution et sa filiale constituée conformément au paragraphe 2 peuvent confier à un sous-traitant l'exécution de certains travaux ponctuels sans que ceux-ci ne puissent concerner l'entièreté d'une des rubriques des tâches listées à l'article 11, § 2, alinéa 2. Le gestionnaire de réseau de distribution, ou le cas échéant, sa filiale, est réputé être titulaire des missions et obligations découlant du présent décret.

§ 8. Par dérogation au paragraphe 2, le gestionnaire de réseau de distribution peut toutefois confier, après approbation de la CWaPE, à une filiale constituée avec d'autres associés publics ou privés, d'autres tâches que celles visées à l'article 11, dès lors qu'elles sont prévues par ou en vertu de dispositions légales et réglementaires.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'approbation de la CWaPE n'est pas requise pour les tâches confiées par les gestionnaires de réseau de distribution à la plate-forme d'échange d'information créée en vertu de l'article 1^{er}, 11° du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau à la date d'entrée en vigueur du présent décret. ».

Art. 10. Dans le même décret, après l'article 16, est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Art. 16/1. Le gestionnaire de réseau de transport local dispose d'un personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement de celui-ci et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur ou intermédiaire ou toute personne qui leur serait liée ou associée, afin d'assurer l'exercice des missions visées à l'article 11, sans préjudice de la possibilité de faire appel à des sous-traitants pour l'exécution d'une partie des tâches et travaux. Il peut toutefois confier tout ou partie de l'exploitation journalière de ses activités à une filiale conformément à la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité. ».

Art. 11. A l'article 34, 2°, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, le j) est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 47ter du même décret, le paragraphe 4, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 11 avril 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une fois par an, la CWaPE expose les événements marquants de l'année écoulée. Elle fait part de son analyse de l'évolution des marchés régionaux de l'électricité et du gaz ainsi que des missions et structures des principaux acteurs, en particulier les gestionnaires de réseaux. ».

CHAPITRE II. — Modifications du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

Art. 13. A l'article 2 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, remplacé par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 14°, alinéa 1^{er}, les mots « l'administrateur du gestionnaire de réseau » sont remplacés par les mots « la personne physique, administrateur du gestionnaire de réseau » et les mots « en application de l'article 17, § 2 » sont remplacés par les mots « en vertu de l'article 17 »;

2° au 14°, a), les mots « , à l'exception d'un auto-producteur » sont insérés entre les mots « producteur » et les mots « , fournisseur »;

3° au 14°, b), les mots « à l'exception des pouvoirs publics, » sont insérés entre les mots « entreprises associées ou liées, » et les mots « qui de l'avis de la CWaPE »;

4° il est complété par un 55° rédigé comme suit :

« 55° « pouvoirs publics » : la Région wallonne, les communes, C.P.A.S. et provinces ainsi que les organismes d'intérêt public visés à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, à l'exception de la CWaPE, pour autant que ces organismes d'intérêt public soient des personnes morales de droit public et qu'ils soient détenus de façon exclusive par des personnes morales de droit public; »;

5° un 56° est ajouté :

« 56° « intercommunale pure de financement » : intercommunale à laquelle aucune personne physique ni morale autre que les communes et le cas échéant les provinces et la Région ne participe et dont l'objet principal est la gestion des participations des pouvoirs publics, notamment dans le secteur énergétique. ».

Art. 14. A l'article 5 du même décret, modifié par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le gestionnaire d'un réseau de distribution est une personne morale de droit public qui peut prendre la forme d'une intercommunale. »;

2° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 15. L'article 6 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le gestionnaire de réseau de distribution, ainsi que le candidat gestionnaire de réseau de distribution remplit les conditions suivantes :

1° au minimum septante-cinq pour cent plus une des parts représentatives du capital du gestionnaire du réseau de distribution et au minimum septante-cinq plus un des droits de vote sont détenus par les pouvoirs publics;

2° les parts détenues par les communes et les provinces le sont, soit directement, soit par l'intermédiaire direct d'une intercommunale pure de financement;

3° à l'exception des pouvoirs publics, et le cas échéant, de leurs intercommunales pures de financement, un producteur, fournisseur ou intermédiaire ou toute autre société liée ou associée, ne peut détenir, directement ou indirectement, des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution;

4° le conseil d'administration est composé exclusivement d'administrateurs indépendants au sens du présent décret;

5° si des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution sont détenues divisément par des pouvoirs publics détenant directement ou indirectement des participations dans le capital social d'un producteur, fournisseur ou intermédiaire, les statuts du gestionnaire du réseau de distribution empêche que l'un de ces actionnaires puisse individuellement, directement ou indirectement, rejeter, bloquer ou imposer une décision ou faire obstacle à une prise de décision;

6° les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives à la rémunération des administrateurs et titulaires d'une fonction dirigeante locale s'appliquent aux administrateurs et gestionnaires du gestionnaire de réseau de distribution ainsi qu'à sa ou ses filiales, quelle que soit leur forme juridique.

Par rémunération visée au 6°, l'on entend tout montant fixe et variable perçu dans le cadre des activités accomplies au sein du gestionnaire de réseau de distribution et, le cas échéant, de sa filiale.

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires relatives à la composition, à la gouvernance, ainsi qu'au processus décisionnel du gestionnaire de réseau de distribution. ».

Art. 16. L'article 6bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'article 6, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut détenir directement ou indirectement des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts du gestionnaire de réseau de distribution stipulent que toute décision exige la majorité des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

2° ces statuts ne contiennent aucune disposition permettant aux actionnaires visés au présent article, individuellement ou collectivement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision;

3° nonobstant l'article 1523-12, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les statuts du gestionnaire du réseau de distribution stipulent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

4° les statuts du gestionnaire du réseau de distribution prévoient que, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut acquérir ou vendre de parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE ».

Art. 17. L'article 6ter du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015 est abrogé.

Art. 18. L'article 7 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 21 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution assure l'activité de service public liée à la gestion de l'exploitation, la sécurité, l'entretien et le développement du réseau de distribution dans les conditions fixées à l'article 12.

Le gestionnaire du réseau de distribution peut réaliser des activités de production de gaz issu de sources d'énergie renouvelable. Le gaz ainsi produit est exclusivement utilisé pour couvrir ses besoins, en ce compris la fourniture aux clients finals dans les cas prévus par le présent décret.

Il peut uniquement réaliser, directement ou par le biais de ses filiales, les activités relevant de sa mission de service public telles que définies par ou en vertu du décret. Le gestionnaire de réseau de distribution ne détient pas directement ou indirectement des participations dans le capital de producteurs, fournisseurs et intermédiaires.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution ne réalise pas d'activité commerciale liée à l'énergie.

Les activités commerciales visées à l'alinéa 1^{er} sont notamment la production d'énergie et la fourniture d'énergie aux clients finals hors cas prévus par le décret, les audits d'énergie, les services d'efficacité énergétique, ainsi que toute autre activité ne relevant pas directement de la mission de service public du gestionnaire de réseau.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la CWaPE peut autoriser un gestionnaire du réseau de distribution à réaliser, seul ou en partenariat, notamment avec des producteurs, fournisseurs ou intermédiaires, des activités commerciales liées à l'énergie aux conditions cumulatives suivantes :

1° à la suite d'une procédure de marché public ouverte, transparente et non discriminatoire, organisée par le gestionnaire de réseau de distribution, aucun acteur du marché n'a démontré sa capacité à détenir, développer, gérer ou exploiter pareille activité par la remise d'une offre contenant un prix inférieur au coût que supporterait le gestionnaire de réseau de distribution en exerçant lui-même cette activité et par la démonstration de sa capacité à garantir une qualité de service au moins équivalente;

2° l'activité visée à l'alinéa premier est techniquement et commercialement complémentaire aux tâches du gestionnaire de réseau de distribution et directement utile pour qu'il puisse remplir ses missions de service public;

3° après avoir contrôlé la conformité de la procédure de marché public, la CWaPE évalue la nécessité d'une telle dérogation en tenant compte des conditions visées aux 1° et 2° et approuve son exercice par le gestionnaire de réseau de distribution.

Concernant le 3°, dans son autorisation, la CWaPE, précise la ou les activités ainsi autorisées, en prenant soin de détailler leurs modalités d'exercice et notamment, leur durée maximale qui ne dépasse pas cinq ans, la zone géographique concernée s'il y a lieu, ainsi que les conditions de reconduction de l'autorisation et de retrait progressif du gestionnaire de réseau de distribution desdites activités.

La CWaPE peut reconduire l'autorisation pour une durée inférieure ou équivalente à cinq ans si les conditions visées aux 1°, 2° et 3° sont remplies.

L'activité autorisée en vertu du présent paragraphe doit être exercée de manière transparente et non-discriminatoire.

§ 3. Toute aliénation de l'infrastructure et de l'équipement faisant partie du réseau de distribution, faite par le gestionnaire du réseau de distribution, est soumise à l'accord du Gouvernement après avis de la CWaPE.

§ 4. Le gestionnaire de réseau tient, dans sa comptabilité interne, des comptes séparés pour ses activités de distribution et, le cas échéant, pour toutes les autres activités, en ce compris pour les activités obligatoires autorisées conformément au paragraphe 2, de la même façon que si ces activités étaient exercées par des entreprises juridiquement distinctes.

Les comptes annuels reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultats pour chaque catégorie d'activités, ainsi que les règles d'imputation des postes d'actif et de passif et des produits et charges qui ont été appliquées pour établir les comptes séparés.

Les revenus de la propriété du réseau de distribution sont mentionnés dans la comptabilité.

Le Gouvernement peut préciser les règles relatives à la transparence de la comptabilité applicables au gestionnaire de réseau. ».

Art. 19. A l'article 10 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le gestionnaire de réseau ne peut transférer à sa filiale la propriété de l'infrastructure ou de l'équipement du réseau »;

2° le paragraphe 2, alinéa 2, est abrogé;

3° au paragraphe 2, alinéa 4 ancien, devenu alinéa 3, les mots « § 3. » sont ajoutés devant les mots « Le Gouvernement peut » et l'alinéa est complété par la phrase suivante : « Est considéré comme manquement grave, le non-respect des dispositions relatives à l'actionnariat, aux organes de gestion ou aux missions des gestionnaires de réseau de distribution, et le cas échéant de leur filiale, ainsi que le manquement répété aux obligations imposées par et en vertu du présent décret. Le manquement grave est constaté après expiration du délai fixé par la CWaPE pour permettre au gestionnaire de réseau de distribution ou à sa filiale de se mettre en conformité. ».

Art. 20. A l'article 12, § 2, du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le mot « notamment » est abrogé;

2° l'alinéa 2 est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° assurer un rôle de facilitateur de marché, notamment en vue de mettre en oeuvre la transition énergétique »;

3° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2° et 3° :

« Concernant le 9°, après avis de la CWaPE et concertation des gestionnaires de réseaux de distribution, le Gouvernement définit la description de ce rôle de facilitateur de marché et les modalités pratiques de son exercice.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut définir des tâches complémentaires afin de permettre au gestionnaire de réseau de distribution d'assurer la gestion du réseau conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}. ».

Art. 21. A l'article 17 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de distribution dispose d'un personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement du gestionnaire de réseau de distribution, et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur ou intermédiaire ou tout autre société liée ou associée, afin d'assurer l'exercice des missions visées à l'article 12. Moyennant accord de la CWaPE, il peut toutefois confier, seul ou en association avec un ou plusieurs gestionnaires de réseau de distribution, tout ou partie de l'exploitation journalière de ses activités visées à l'article 12 à une filiale constituée conformément au paragraphe 2. »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est abrogé;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien, devenant alinéa 1^{er}, la phrase « La création de la filiale doit se faire dans le respect des conditions suivantes : » est remplacée par la phrase : « La filiale visée au paragraphe 1^{er} remplit les conditions suivantes : »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, les 2° et 2^{bis} sont remplacés par ce qui suit :

« 2° la filiale est détenue à cent pour cent par le ou les gestionnaires de réseau de distribution qui lui ont confié, en tout ou en partie, l'exploitation journalière de leur activité, et, le cas échéant, les actionnaires de ceux-ci. Les seuils de détention du capital social de la filiale respectent les prescrits de l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2° du présent décret;

2°^{bis} dans l'éventualité où les parts représentatives du capital social de la filiale seraient détenues divisément par des pouvoirs publics détenant directement ou indirectement des participations dans le capital social d'un producteur, fournisseur ou intermédiaire, les statuts de celle-ci empêchent que l'un de ces actionnaires puisse individuellement, directement ou indirectement, rejeter, bloquer ou imposer une décision ou faire obstacle à une prise de décision; »;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, est inséré un 2^{ter} rédigé comme suit :

« 2°^{ter} la filiale ne détient pas directement ou indirectement de parts représentatives du capital des producteurs, fournisseurs ou intermédiaires; »;

6° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, au 3°, a), les mots « 80 % au moins des membres de son conseil d'administration sont des administrateurs » sont remplacés par les mots « le conseil d'administration est composé uniquement d'administrateurs » et les mots « et sont » sont remplacés par les mots « et ceux-ci sont »;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, au 3°, b), les mots « des tâches stratégiques et confidentielles énoncées au § 1^{er} » sont remplacés par les mots « des décisions relatives aux missions visées à l'article 12 »;

8° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, au 3°, c) les mots « , composés majoritairement d'administrateurs indépendants, et » sont abrogés;

9° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, le 4° est abrogé;

10° dans le paragraphe 2, alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er}, au 5°, les mots « la filiale peut » sont remplacés par les mots « la filiale ne peut »;

11° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 ancien devenant alinéa 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° afin d'assurer l'exploitation journalière des activités confiées par le ou les gestionnaires de réseau de distribution, la filiale dispose de personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement de celle-ci et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur ou intermédiaire ou toute autre société liée ou associée. »;

12° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 ancien est abrogé;

13° dans le paragraphe 3, les mots « au Ministre » sont chaque fois remplacés par les mots « au ministre et à la CWaPE »;

14° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ainsi que tout renouvellement » sont remplacés par le mot « et »;

15° le paragraphe 5 est remplacé comme suit :

« § 5. La filiale s'étant vu déléguer l'exercice de la mission, conformément au paragraphe 2, ne peut pas déléguer à une sous structure, l'exercice de leurs missions et obligations ainsi confiées. »;

16° il est complété par les paragraphes 6 à 9 rédigés comme suit :

« § 6. Tout actionnaire du gestionnaire du réseau de distribution n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut détenir directement ou indirectement des parts représentatives du capital social de la filiale créée par ce gestionnaire de réseau de distribution que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts de la filiale stipulent que toute décision exige la majorité des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

2° ces statuts ne contiennent aucune disposition permettant aux actionnaires visés au présent paragraphe, individuellement ou collectivement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision;

3° nonobstant l'article 1523-12, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les statuts de la filiale stipulent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

4° les statuts de la filiale stipulent que, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2° ne peut acquérir ou vendre de parts représentatives du capital social de la filiale qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE.

§ 7. Pour le surplus, les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution s'appliquent à la filiale constituée conformément au paragraphe 2.

§ 8. Le gestionnaire de réseau de distribution et sa filiale constituée conformément au paragraphe 2 peuvent confier à un sous-traitant l'exécution de certains travaux ponctuels sans que ceux-ci ne puissent concerner l'entièreté d'une des rubriques des tâches listées à l'article 12, § 2, alinéa 2. Le gestionnaire de réseau de distribution, ou le cas échéant, sa filiale, est réputé être titulaire des missions et obligations découlant du présent décret.

§ 9. Par dérogation au paragraphe 2, le gestionnaire de réseau de distribution peut toutefois confier, après approbation de la CWaPE, à une filiale constituée avec d'autres associés publics ou privés, d'autres tâches que celles visées à l'article 12, dès lors qu'elles sont prévues par ou en vertu de dispositions légales et réglementaires.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'approbation de la CWaPE n'est pas requise pour les tâches confiées par les gestionnaires de réseau de distribution à la plate-forme d'échange d'information créée en vertu de l'article 1^{er}, 11° du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau à la date d'entrée en vigueur du présent décret. ».

Art. 22. A l'article 32, § 1^{er}, 2°, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015, le i) est abrogé.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 23. Les gestionnaires de réseau de distribution et le cas échéant, leur filiale disposent d'un délai qui prend fin au 1^{er} juin 2019, pour se conformer aux dispositions du présent décret.

Le Gouvernement est habilité à prolonger le délai visé à l'alinéa 1^{er} pour certaines dispositions du présent décret sur demande d'un ou plusieurs gestionnaires de réseaux de distribution et après avis de la CWaPE.

La Commission wallonne pour l'Energie remet, dans les six mois suivant l'écoulement du délai visé à l'alinéa 1^{er}, un rapport au Gouvernement faisant état du niveau d'implémentation par les gestionnaires de réseaux et de leurs filiales, des dispositions du présent décret et le cas échéant émettra des recommandations quant aux actions à entreprendre.

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
 Namur, le 11 mai 2018.

Le Ministre-Président,
 W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la
 Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de
 l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des
 Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et
 délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
 Note

(1) Session 2017-2018.
 Documents du Parlement wallon, 1066 (2017-2018) N^{os} 1 à 10.
 Compte rendu intégral, séance plénière du 9 mai 2018.
 Discussion.
 Vote.

—————
 ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/202653]

11. MAI 2018 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts*

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 26. Oktober 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 20 Absatz 1 werden die Wörter "der Verwalter des Netzbetreibers" durch die Wörter "die natürliche Person, Verwalter des Netzbetreibers," und die Wörter "laut Artikel 16 § 2" durch "kraft Artikel 16" ersetzt;

b) in Ziffer 20 Buchstabe a werden die Wörter "mit Ausnahme eines Eigenerzeugers" nach "eines Erzeugers" eingefügt;

c) Ziffer 20 Buchstabe b lautet nun wie folgt "keinerlei materiellen Vorteil von Seiten der in Absatz a genannten Personen oder einer der verbundenen oder beteiligten Unternehmen, mit Ausnahme der öffentlichen Behörden, genießt, die nach Ansicht der CwaPE sein Urteil beeinflussen könnten";

d) die durch das Dekret vom 11. April 2014 aufgehobene Ziffer 51 wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:
 "51° "öffentliche Behörden": die Wallonische Region, die Gemeinden, ÖSHZ und Provinzen sowie die Einrichtungen öffentlichen Interesses im Sinne von Artikel 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, mit Ausnahme der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie"), sofern es sich bei diesen Einrichtungen öffentlichen Interesses um juristische Personen des öffentlichen Rechts handelt, und sie ausschließlich im Besitz von juristischen Personen des öffentlichen Rechts sind;";

e) eine Nummer 62 wird hinzugefügt:

"62° "reine Finanzierungsinterkommunale": eine Interkommunale, an der keine natürliche oder juristische Person mit Ausnahme der Gemeinden und gegebenenfalls der Provinzen und der Region beteiligt ist, und deren Hauptzweck in der Verwaltung der Beteiligungen der öffentlichen Behörden, insbesondere im Energiesektor, besteht."

Art. 2 - Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 1. April 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 1. Der Betreiber eines Verteilernetzes ist eine juristische Person des öffentlichen Rechts, die die Form einer Interkommunale haben kann.;"

2° in Paragraf 3 wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 3 - Artikel 7 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird durch folgenden Text ersetzt:

"Art. 7 - Der Verteilernetzbetreiber sowie der kandidierende Verteilernetzbetreiber erfüllen die folgenden Bedingungen:

1° die öffentlichen Behörden halten mindestens fünfundsiebzig Prozent plus einen der Anteile, die das Kapital des Verteilernetzbetreibers vertreten, und mindestens fünfundsiebzig Prozent plus eins der Stimmrechte;

2° die von den Gemeinden und Provinzen gehaltenen Anteile werden entweder direkt oder unmittelbar über eine reine Finanzierungsinterkommunale gehalten;

3° mit Ausnahme der öffentlichen Behörden und gegebenenfalls ihrer reinen Finanzierungsinterkommunalen darf kein Erzeuger, Stromversorger oder irgendeine Zwischenperson, oder kein sonstiges verbundenes oder beteiligtes Unternehmen direkt oder indirekt Anteile besitzen, die das Gesellschaftskapital des Verteilernetzbetreibers vertreten;

4° der Verwaltungsrat setzt sich ausschließlich aus unabhängigen Verwaltern im Sinne des vorliegenden Dekrets zusammen;

5° wenn Anteile, die das Gesellschaftskapital des Verteilernetzbetreibers vertreten, getrennt in den Händen von öffentlichen Behörden sind, die auf direkte oder indirekte Weise Anteile vom Gesellschaftskapital eines Erzeugers, Stromversorgers oder einer Zwischenperson besitzen, wird durch die Satzungen des Verteilernetzbetreibers verhindert, dass einer dieser Aktionäre allein, auf direkte oder indirekte Weise einen Beschluss ablehnen, blockieren oder auferlegen kann, oder eine Beschlussfassung verhindern kann;

6° die Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in Bezug auf die Vergütung der Verwalter und Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene gelten ebenfalls für die Verwalter und Geschäftsführer des Verteilernetzbetreibers sowie seiner Tochtergesellschaft(en), was ihre Rechtsform auch immer sei.

Unter Vergütung im Sinne von Ziffer 6 versteht man jeden festen und variablen Betrag, der im Rahmen der innerhalb des Verteilernetzbetreibers und gegebenenfalls seiner Tochtergesellschaft erbrachten Tätigkeiten bezogen wird.

Die Regierung kann in Bezug auf die Zusammensetzung, die Verwaltungsführung, sowie das Entscheidungsverfahren des Verteilernetzbetreibers ergänzende Bedingungen bestimmen."

Art. 4 - Artikel 7bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird durch folgenden Text ersetzt:

"Unbeschadet von Artikel 7 darf keine Person, die nicht zu der Kategorie der in Artikel 7 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Aktionäre gehört, direkt oder indirekt Anteile besitzen, die das Gesellschaftskapital des Verteilernetzbetreibers vertreten, wenn die folgenden Bedingungen nicht erfüllt sind:

1° in den Satzungen des Verteilernetzbetreibers wird vorgesehen, dass jeder Beschluss die Mehrheit der Stimmen der Vertreter der in Artikel 7 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen erfordert;

2° diese Satzungen enthalten keine Bestimmung, durch welche die in vorliegendem Artikel erwähnten Aktionäre allein oder gemeinsam einen Beschluss ablehnen, blockieren oder auferlegen können, oder eine Beschlussfassung verhindern können;

2° unbeschadet von Artikel L1523-12 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird in den Satzungen des Verteilernetzbetreibers vorgesehen, dass für jede Statutenänderung, mit Ausnahme der Bestimmungen über den legitimen Schutz von in der Minderheit befindlichen Partnern, die einfache Mehrheit der bei der Generalversammlung anwesenden Vertreter und die Zweidrittelmehrheit der Vertreter der in Artikel 7 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen nötig sind;

4° in den Satzungen des Verteilernetzbetreibers wird vorgesehen, dass jede Person, die nicht zu der Kategorie der in Artikel 7 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Aktionäre gehört, nur mit Genehmigung der Regierung, die nach Stellungnahme der CWaPE gegeben wird, Anteile erwerben oder verkaufen darf, die das Gesellschaftskapital des Verteilernetzbetreibers vertreten.

Art. 5 - Artikel 7ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014, wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 8 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Paragraphen 1 und 2 werden durch Folgendes ersetzt:

" § 1. Der Verteilernetzbetreiber gewährleistet die Aktivität öffentlichen Dienstes in Verbindung mit dem Betrieb, der Sicherheit, der Instandhaltung und der Entwicklung des Verteilernetzes unter den in Artikel 11 festgelegten Bedingungen.

Der Verteilernetzbetreiber darf Aktivitäten zur Erzeugung von Strom aus erneuerbaren Energiequellen durchführen. Die so erzeugte Elektrizität wird ausschließlich zur Einspeisung in seine eigenen Anlagen, für den Ausgleich seiner Netzverluste und zur Versorgung der Endverbraucher in den in vorliegendem Dekret vorgesehenen Fällen verwendet.

Er darf nur, ob auf direkte Weise oder über seine Tochtergesellschaften, die Aktivitäten in Verbindung mit seiner in dem oder kraft des Dekrets bestimmten Aufgabe öffentlichen Dienstes durchführen.

Der Verteilernetzbetreiber besitzt weder auf direkte noch indirekte Weise Beteiligungen am Kapital von Erzeugern, Stromversorgern oder Zwischenpersonen.

§ 2. Der Verteilernetzbetreiber führt keine gewerblichen Tätigkeiten in Verbindung mit der Energie durch.

Als gewerbliche Tätigkeiten im Sinne von Absatz 1 gelten insbesondere die Erzeugung von Energie und die Versorgung von Energie an die Endverbraucher außer in den vom Dekret vorgesehenen Fällen, Energieaudits, Dienstleistungen im Bereich der Energieeffizienz, sowie jede andere Aktivität, die nicht unmittelbar mit der Aufgabe öffentlichen Dienstes des Netzbetreibers verbunden ist.

Abweichend von Absatz 1 kann die CWaPE einem Verteilernetzbetreiber erlauben, allein oder in Partnerschaft, insbesondere mit Erzeugern, Stromversorgern oder Zwischenpersonen, die Durchführung von gewerblichen Aktivitäten in Verbindung mit der Energie durchzuführen, wenn die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt sind:

1° im Anschluss an ein offenes öffentliches, transparentes und nicht diskriminatorisches Ausschreibungsverfahren, das vom Verteilernetzbetreiber organisiert worden ist, hat kein Marktteilnehmer bewiesen, dass er imstande ist, eine solche Aktivität zu führen, zu entwickeln, zu verwalten oder zu betreiben, indem er ein Angebot eingereicht hat, dessen Preis niedriger ist als die Kosten, die der Verteilernetzbetreiber tragen würde, wenn er diese Aktivität selber durchführen würde, und indem er nachgewiesen hat, dass er über die Kapazität verfügt, eine mindestens gleichwertige Dienstleistungskapazität zu gewährleisten;

2° die in Absatz 1 erwähnte Aktivität stellt eine technische und gewerbliche Ergänzung zu den Aufgaben des Verteilernetzbetreibers dar, und weist eine unmittelbare Nützlichkeit auf, damit er seine Aufgaben des öffentlichen Dienstes erfüllen kann;

3° nachdem die CWaPE die Konformität des öffentlichen Ausschreibungsverfahrens überprüft hat, bewertet sie die Notwendigkeit einer solchen Abweichung unter Berücksichtigung der in Ziffern 1 und 2 genannten Bedingungen, und genehmigt sie die Anwendung dieser Abweichung durch den Verteilernetzbetreiber.

In Bezug auf Ziffer 3 bestimmt die CWaPE in ihrer Genehmigung genau, welche Tätigkeit(en) erlaubt ist (sind), wobei sie deren Ausübungsmodalitäten ausführlich festlegt; dies gilt insbesondere für ihre Höchstdauer, die nicht mehr als fünf Jahre betragen darf, ggf. den betroffenen geografischen Bereich, sowie die Bedingungen für eine Verlängerung der Genehmigung und einen allmählich Rückzug des Verteilernetzbetreibers aus diesen Tätigkeiten.

Die CWaPE kann die Genehmigung für eine Dauer, die nicht mehr als fünf Jahre betragen darf, verlängern, wenn die in Ziffern 1, 2 und 3 genannten Bedingungen erfüllt sind.

Die kraft des vorliegenden Paragraphen erlaubte Tätigkeit wird auf transparente und nicht diskriminatorische Weise durchgeführt.“;

2° in Paragraph 2*bis* werden die Wörter "für die Gesamtheit der Aktivitäten außerhalb des Stromsektors" durch die Wörter "für die abweichenden, gemäß Paragraph 2 erlaubten Aktivitäten" ersetzt;

3° der Artikel wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 4. Jegliche durch den Betreiber des Verteilernetzes vorgenommene Veräußerung der Infrastruktur und der Ausrüstung, die dem Verteilernetz angehören, unterliegt der Zustimmung der Regierung nach Stellungnahme der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - CWaPE)."

Art. 7 - In Artikel 10 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird um folgenden Absatz ergänzt:

"Der Netzbetreiber darf das Eigentum der Infrastruktur oder der Ausrüstung des Netzes nicht auf seine Tochtergesellschaft übertragen.“;

2° Paragraph 2 Absatz 2 wird aufgehoben;

3° in Paragraph 2, früherer Absatz 3, der zu Absatz 2 geworden ist, werden die Wörter " § 3." vor "Nach Begutachtung durch die CWaPE" eingefügt; der Absatz wird um den folgenden Satz ergänzt: "Es gilt, dass er seine Pflichten ernsthaft versäumt, wenn er gegen die Bestimmungen in Bezug auf die Aktionärsstruktur, die Geschäftsführungsorgane, oder die Aufgaben der Verteilernetzbetreiber, und ggf. deren Tochtergesellschaften, verstößt, oder die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets auferlegten Pflichten mehrmals nicht beachtet. Die Tatsache, dass er seine Pflichten ernsthaft versäumt, wird nach Ablauf der Frist festgestellt, die von der CWaPE festgelegt wurde, um es dem Verteilernetzbetreiber oder seiner Tochtergesellschaft zu ermöglichen, sich in Ordnung zu bringen."

Art. 8 - In Artikel 11 § 2 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird das Wort "insbesondere" gestrichen;

4° Absatz 2 wird um eine Ziffer 12 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"12° eine Rolle als Marktmoderator übernehmen, insbesondere zwecks der Umsetzung der Energiewende“;

3° zwischen die Absätze 2 und 3 werden zwei Absätze mit dem nachstehenden Wortlaut eingefügt:

"Was Ziffer 12 betrifft, bestimmt die Regierung nach Stellungnahme der CWaPE und in Absprache mit den Betreibern von Verteilernetzen die Beschreibung dieser Rolle als Marktmoderator sowie die praktischen Bestimmungen für deren Ausübung.

Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung ergänzende Aufgaben bestimmen, um es dem Verteilernetzbetreiber zu ermöglichen, die Verwaltung des Netzes gemäß Paragraph 1 Absatz 1 zu gewährleisten."

Art. 9 - In Artikel 16 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 1. Zwecks der Erfüllung der in Artikel 11 genannten Aufgaben verfügt der Verteilernetzbetreiber über qualifizierte Mitarbeiter in ausreichender Zahl, die unmittelbar vom Verteilernetzbetreiber abhängen, und die nicht für einen Erzeuger, Stromversorger, eine Zwischenperson oder ein verbundenes oder beteiligtes Unternehmen arbeiten. Wenn sich die CWaPE damit einverstanden erklärt, kann er jedoch alleine oder zusammen mit einem oder mehreren Verteilernetzbetreibern die Gesamtheit oder einen Teil der täglichen Führung seiner in Artikel 11 genannten Tätigkeiten einer gemäß Paragraph 2 gebildeten Tochtergesellschaft anvertrauen.“;

2° In Paragraph 2 wird Absatz 1 gestrichen;

3° in Paragraph 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, wird der Satz "Die Gründung der Tochtergesellschaft unterliegt folgenden Bedingungen" durch folgenden Satz ersetzt: "Die in Paragraph 1 genannte Tochtergesellschaft erfüllt die folgenden Bedingungen: “;

4° in Paragraph 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, werden die Ziffern 2 und 2*bis* durch Folgendes ersetzt:

"2° die Tochtergesellschaft gehört zu hundert Prozent dem oder den Verteilernetzbetreibern, die ihr die Gesamtheit oder einen Teil der täglichen Führung ihrer Tätigkeit anvertraut haben, und gegebenenfalls deren Aktionären. Die Schwellenwerte in Bezug auf die Beteiligung am Gesellschaftskapital der Tochtergesellschaft genügen den Vorschriften von Artikel 7 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 des vorliegenden Dekrets;

2*bis*° falls Anteile, die das Gesellschaftskapital der Tochtergesellschaft vertreten, getrennt in den Händen von öffentlichen Behörden wären, die auf direkte oder indirekte Weise Anteile vom Gesellschaftskapital eines Erzeugers, Stromversorgers oder einer Zwischenperson besitzen, wird durch die Satzungen der Tochtergesellschaft verhindert, dass einer dieser Aktionäre individuell, auf direkte oder indirekte Weise einen Beschluss ablehnen, blockieren oder auferlegen kann, oder eine Beschlussfassung verhindern kann;“;

3° im Paragraph 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, wird eine Ziffer 2*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2*ter*° die Tochtergesellschaft besitzt weder auf direkte noch indirekte Weise Anteile, die das Kapital der Erzeuger, Stromversorger oder Zwischenpersonen vertreten;“;

6° der neue Wortlaut von Paragraph 2, früher Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, Ziffer 3 Buchstabe a lautet: "der Verwaltungsrat besteht ausschließlich aus unabhängigen Verwaltern im Sinne von Artikel 2 Ziffer 20. und diese werden unter den Mitgliedern des Verwaltungsrates bzw. der Verwaltungsräte des bzw. der Betreiber(s) des (der) angeschlossenen Netze(s) vorgeschlagen;“;

7° in Paragraph 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, Ziffer 3 Buchstabe b werden die Wörter "der in § 1 genannten strategischen und vertraulichen Aufgaben" durch die Wörter "der Beschlüsse in Verbindung mit den in Artikel 11 genannten Aufgaben" ersetzt;

8° in Paragraph 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, Ziffer 3 Buchstabe c werden die Wörter "mehrheitlich aus unabhängigen Verwaltungsratsmitgliedern bestehen und" gestrichen;

9° im Paragraph 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, wird die Ziffer 4 aufgehoben;

10° in Paragraf 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, Ziffer 5 werden die Wörter "kann andere Aufgaben" durch "kann keine anderen Aufgaben" ersetzt;

11° in Paragraf 2 wird der frühere Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, um eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° um den täglichen Betrieb der von dem oder den Verteilernetzbetreiber(n) anvertrauten Tätigkeiten zu gewährleisten, verfügt die Tochtergesellschaft über qualifizierte Mitarbeiter in ausreichender Zahl, die unmittelbar von ihr abhängen, und die nicht für einen Erzeuger, Stromversorger, eine Zwischenperson oder ein verbundenes oder beteiligtes Unternehmen arbeiten.";

12° in Paragraf 2 wird der frühere Absatz 3 aufgehoben;

13° in Paragraf 3 werden die Wörter "dem Minister" jedes Mal durch die Wörter "dem Minister und der CWaPE" ersetzt;

14° in Paragraf 3 Absatz 2 werden die Wörter ""sowie jede Neubesetzung" durch das Wort "und" ersetzt;

15° Paragraf 4 wird durch folgenden Text ersetzt:

" § 4. Die Tochtergesellschaft, der die Ausübung der Aufgabe gemäß Paragraf 2 anvertraut wurde, darf die Ausübung der Aufgaben und Pflichten, die ihr so anvertraut wurden, nicht einer Unterstruktur weiter übertragen.";

16° der Artikel wird um die Paragrafen 5 bis 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 5. Kein Aktieninhaber des Verteilernetzbetreibers, der nicht zu der Kategorie der in Artikel 7 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Aktionäre gehört, darf direkt oder indirekt Anteile besitzen, die das Gesellschaftskapital der von diesem Verteilernetzbetreiber geschaffenen Tochtergesellschaft vertreten, wenn die folgenden Bedingungen nicht erfüllt sind:

1° in den Satzungen der Tochtergesellschaft wird vorgesehen, dass jeder Beschluss die Mehrheit der Stimmen der Vertreter der in Artikel 7 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen erfordert;

2° diese Satzungen enthalten keine Bestimmung, durch welche die in vorliegendem Paragrafen erwähnten Aktionäre allein oder gemeinsam einen Beschluss ablehnen, blockieren oder auferlegen können, oder eine Beschlussfassung verhindern können;

3° unbeschadet von Artikel L1523-12 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird in den Satzungen der Tochtergesellschaft vorgesehen, dass für jede Statutenänderung, mit Ausnahme der Bestimmungen über den legitimen Schutz von in der Minderheit befindlichen Partnern, die einfache Mehrheit der bei der Generalversammlung anwesenden Vertreter und die Zweidrittelmehrheit der Vertreter der in Artikel 7 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen nötig sind.";

4° in den Satzungen der Tochtergesellschaft wird vorgesehen, dass jede Person, die nicht zu der Kategorie der in Artikel 7 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Aktionäre gehört, nur mit Genehmigung der Regierung, die nach Stellungnahme der CWaPE) gegeben wird, Anteile erwerben oder verkaufen darf, die das Gesellschaftskapital der Tochtergesellschaft vertreten."

§ 6. Im Übrigen gelten die auf die Verteilernetzbetreiber anwendbaren Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung auf die gemäß Paragraf 2 gebildete Tochtergesellschaft.

§ 7. Der Verteilernetzbetreiber und seine gemäß Paragraf 2 gebildete Tochtergesellschaft können die Durchführung bestimmter punktueller Arbeiten einem Subunternehmer anvertrauen, wobei diese Arbeiten nicht die Gesamtheit einer der in Artikel 11 § 2 Absatz 2 aufgelisteten Aufgabenrubriken darstellen dürfen. Der Betreiber des Verteilernetzes oder gegebenenfalls seine Tochtergesellschaft gilt als Inhaber der Aufgaben und Verpflichtungen, die sich aus vorliegendem Dekret ergeben.

§ 8. Abweichend von Paragraf 2 kann der Verteilernetzbetreiber jedoch, nach Genehmigung der CWaPE, einer zusammen mit anderen öffentlichen oder privaten Gesellschaftern gebildeten Tochtergesellschaft andere Aufgaben anvertrauen, als diejenigen nach Artikel 11, wenn diese durch oder kraft gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Bestimmungen vorgesehen sind.

Abweichend von vorigem Absatz ist die Genehmigung der CWaPE nicht erforderlich für Aufgaben, die die Verteilernetzbetreiber am Inkrafttredatum des vorliegenden Dekrets der Austausch- und Informationsplattform anvertraut haben, die kraft Artikel 1 Ziffer 11 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen gegründet worden ist."

Art. 10 - In dasselbe Dekret wird nach Artikel 16 ein Artikel 16/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 16/1 - Zwecks der Erfüllung der in Artikel 11 genannten Aufgaben verfügt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes über qualifizierte Mitarbeiter in ausreichender Zahl, die unmittelbar von diesem abhängen, und die nicht für einen Erzeuger, Stromversorger, eine Zwischenperson oder eine verbundene oder beteiligte Person arbeiten, unbeschadet der Möglichkeit, für die Ausführung eines Teils der Aufgaben und Arbeiter Subunternehmer heranzuziehen. Er kann jedoch die Gesamtheit oder einen Teil der täglichen Führung seiner Tätigkeiten einer gemäß dem Gesetz vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts gebildeten Tochtergesellschaft anvertrauen."

Art. 11 - In Artikel 34 Ziffer 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird Buchstabe j aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 47ter desselben Dekrets wird Paragraf 4, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 11. April 2014, um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Einmal im Jahre äußert sich die CWaPE über die wichtigsten Ereignisse des abgelaufenen Jahres. Sie berichtet über ihre Analyse der Entwicklung der regionalen Märkte für Elektrizität und Gas sowie über die Aufgaben und Strukturen der wichtigsten Marktteilnehmer, insbesondere der Netzbetreiber."

KAPITEL II — *Abänderungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts*

Artikel 13 - Artikel 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 14 Absatz 1 werden die Wörter "der Verwalter des Netzbetreibers" durch die Wörter "die natürliche Person, Verwalter des Netzbetreibers," und die Wörter "laut Artikel 17 § 2" durch "kraft Artikel 17" ersetzt;

2° in Ziffer 14 Buchstabe a werden die Wörter "mit Ausnahme eines Eigenerzeugers" nach "eines Erzeugers" eingefügt;

3° in Ziffer 14 Buchstabe b werden die Wörter ", mit Ausnahme der öffentlichen Behörden," zwischen die Wörter "assoziierten oder verbundenen Unternehmen" und "genießt" eingefügt;

3° er wird um eine Ziffer 55 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"55° "öffentliche Behörden": die Wallonische Region, die Gemeinden, ÖSHZ und Provinzen sowie die Einrichtungen öffentlichen Interesses im Sinne von Artikel 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen

Interesses, mit Ausnahme der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie"), sofern es sich bei diesen Einrichtungen öffentlichen Interesses um juristische Personen des öffentlichen Rechts handelt, und sie ausschließlich im Besitz von juristischen Personen des öffentlichen Rechts sind;";

5° eine Nummer 56 wird hinzugefügt:

"56° "reine Finanzierungsinterkommunale": eine Interkommunale, an der keine natürliche oder juristische Person mit Ausnahme der Gemeinden und gegebenenfalls der Provinzen und der Region beteiligt ist, und deren Hauptzweck in der Verwaltung der Beteiligungen der öffentlichen Behörden, insbesondere im Energiesektor, besteht."

Art. 14 - Artikel 5 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 1. Der Betreiber eines Verteilernetzes ist eine juristische Person des öffentlichen Rechts, die die Form einer Interkommunale haben kann.;"

2° in Paragraf 3 wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 15 - Artikel 6 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird durch folgenden Text ersetzt:

"Art. 6 - Der Verteilernetzbetreiber sowie der kandidierende Verteilernetzbetreiber erfüllen die folgenden Bedingungen:

1° die öffentlichen Behörden halten mindestens fünfundsechzig Prozent plus einen der Anteile, die das Kapital des Verteilernetzbetreibers vertreten, und mindestens fünfundsechzig Prozent plus eins der Stimmrechte;

2° die von den Gemeinden und Provinzen gehaltenen Anteile werden entweder direkt oder unmittelbar über eine reine Finanzierungsinterkommunale gehalten;

3° mit Ausnahme der öffentlichen Behörden und gegebenenfalls ihrer reinen Finanzierungsinterkommunalen darf kein Erzeuger, Gasversorger oder irgendeine Zwischenperson, oder kein sonstiges verbundenes oder beteiligtes Unternehmen direkt oder indirekt Anteile besitzen, die das Gesellschaftskapital des Verteilernetzbetreibers vertreten;

4° der Verwaltungsrat setzt sich ausschließlich aus unabhängigen Verwaltern im Sinne des vorliegenden Dekrets zusammen;

5° wenn Anteile, die das Gesellschaftskapital des Verteilernetzbetreibers vertreten, getrennt in den Händen von öffentlichen Behörden sind, die auf direkte oder indirekte Weise Anteile vom Gesellschaftskapital eines Erzeugers, Gasversorgers oder einer Zwischenperson besitzen, wird durch die Satzungen des Verteilernetzbetreibers verhindert, dass einer dieser Aktionäre individuell, auf direkte oder indirekte Weise einen Beschluss ablehnen, blockieren oder auferlegen kann, oder eine Beschlussfassung verhindern kann;

6° die Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in Bezug auf die Vergütung der Verwalter und Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene und Geschäftsführer gelten ebenfalls für die Verwalter und Geschäftsführer des Verteilernetzbetreibers sowie seiner Tochtergesellschaft(en), was ihre Rechtsform auch immer sei.

Unter Vergütung im Sinne von Ziffer 6 versteht man jeden festen und variablen Betrag, der im Rahmen der innerhalb des Verteilernetzbetreibers und gegebenenfalls seiner Tochtergesellschaft erbrachten Tätigkeiten bezogen wird.

Die Regierung kann in Bezug auf die Zusammensetzung, die Verwaltungsführung, sowie das Entscheidungsverfahren des Verteilernetzbetreibers ergänzende Bedingungen bestimmen."

Art. 16 - Artikel 6*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird durch folgenden Text ersetzt:

"Unbeschadet von Artikel 6 darf keine Person, die nicht zu der Kategorie der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Aktionäre gehört, direkt oder indirekt Anteile besitzen, die das Gesellschaftskapital des Verteilernetzbetreibers vertreten, wenn die folgenden Bedingungen nicht erfüllt sind:

1° in den Satzungen des Verteilernetzbetreibers wird vorgesehen, dass jeder Beschluss die Mehrheit der Stimmen der Vertreter der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen erfordert;

2° diese Satzungen enthalten keine Bestimmung, durch welche die in vorliegendem Artikel erwähnten Aktionäre allein oder gemeinsam einen Beschluss ablehnen, blockieren oder auferlegen können, oder eine Beschlussfassung verhindern können;

2° unbeschadet von Artikel L1523-12 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird in den Satzungen des Verteilernetzbetreibers vorgesehen, dass für jede Statutenänderung, mit Ausnahme der Bestimmungen über den legitimen Schutz von in der Minderheit befindlichen Partnern, die einfache Mehrheit der bei der Generalversammlung anwesenden Vertreter und die Zweidrittelmehrheit der Vertreter der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen nötig sind;

4° in den Satzungen des Verteilernetzbetreibers wird vorgesehen, dass jede Person, die nicht zu der Kategorie der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Aktionäre gehört, nur mit Genehmigung der Regierung, die nach Stellungnahme der CWaPE gegeben wird, Anteile erwerben oder verkaufen darf, die das Gesellschaftskapital des Verteilernetzbetreibers vertreten.

Art. 17 - Artikel 6*ter* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird aufgehoben.

Art. 18 - Artikel 7 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 21. Mai 2015, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 7 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes gewährleistet die Aktivität öffentlichen Dienstes in Verbindung mit dem Betrieb, der Sicherheit, der Instandhaltung und der Entwicklung des Verteilernetzes unter den in Artikel 12 festgelegten Bedingungen.

Der Verteilernetzbetreiber darf Aktivitäten zur Erzeugung von Gas aus erneuerbaren Energiequellen durchführen. Das so erzeugte Gas wird ausschließlich für die Deckung seiner Bedürfnisse genutzt, einschließlich der Belieferung der Endverbraucher in den in vorliegendem Dekret vorgesehenen Fällen.

Er darf nur, ob auf direkte Weise oder über seine Tochtergesellschaften, die Aktivitäten in Verbindung mit seiner in dem oder kraft des Dekrets bestimmten Aufgabe öffentlichen Dienstes durchführen. Der Verteilernetzbetreiber besitzt weder auf direkte noch indirekte Weise Beteiligungen am Kapital von Erzeugern, Gasversorgern oder Zwischenpersonen.

§ 2. Der Verteilernetzbetreiber führt keine gewerblichen Tätigkeiten in Verbindung mit der Energie durch.

Als gewerbliche Tätigkeiten im Sinne von Absatz 1 gelten insbesondere die Erzeugung von Energie und die Versorgung von Energie an die Endverbraucher außer in den vom Dekret vorgesehenen Fällen, Energieaudits, Dienstleistungen im Bereich der Energieeffizienz, sowie jede andere Aktivität, die nicht unmittelbar mit der Aufgabe öffentlichen Dienstes des Netzbetreibers verbunden ist.

Abweichend von Absatz 1 kann die CWaPE einem Verteilernetzbetreiber erlauben, allein oder in Partnerschaft, insbesondere mit Erzeugern, Gasversorgern oder Zwischenpersonen, die Durchführung von gewerblichen Aktivitäten in Verbindung mit der Energie durchzuführen, wenn die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt sind:

1° im Anschluss an ein offenes öffentliches, transparentes und nicht diskriminatorisches Ausschreibungsverfahren, das vom Verteilernetzbetreiber organisiert worden ist, hat kein Marktteilnehmer bewiesen, dass er imstande ist, eine solche Aktivität zu führen, zu entwickeln, zu verwalten oder zu betreiben, indem er ein Angebot eingereicht hat, dessen Preis niedriger ist als die Kosten, die der Verteilernetzbetreiber tragen würde, wenn er diese Aktivität selber durchführen würde, und indem er nachgewiesen hat, dass er über die Kapazität verfügt, eine mindestens gleichwertige Dienstleistungskapazität zu gewährleisten;

2° die in Absatz 1 erwähnte Aktivität stellt eine technische und gewerbliche Ergänzung zu den Aufgaben des Verteilernetzbetreibers dar, und weist eine unmittelbare Nützlichkeit auf, damit er seine Aufgaben des öffentlichen Dienstes erfüllen kann;

3° nachdem die CWaPE die Konformität des öffentlichen Ausschreibungsverfahrens überprüft hat, bewertet sie die Notwendigkeit einer solchen Abweichung unter Berücksichtigung der in Ziffern 1 und 2 genannten Bedingungen, und genehmigt sie die Anwendung dieser Abweichung durch den Verteilernetzbetreiber.

In Bezug auf Ziffer 3 bestimmt die CWaPE in ihrer Genehmigung genau, welche Tätigkeit(en) erlaubt ist (sind), wobei sie deren Ausübungsmodalitäten ausführlich festlegt; dies gilt insbesondere für ihre Höchstdauer, die nicht mehr als fünf Jahre betragen darf, ggf. den betroffenen geografischen Bereich, sowie die Bedingungen für eine Verlängerung der Genehmigung und einen allmählich Rückzug des Verteilernetzbetreibers aus diesen Tätigkeiten.

Die CWaPE kann die Genehmigung für eine Dauer, die nicht mehr als fünf Jahre betragen darf, verlängern, wenn die in Ziffern 1, 2 und 3 genannten Bedingungen erfüllt sind.

Die kraft des vorliegenden Paragraphen erlaubte Tätigkeit muss auf transparente und nicht diskriminatorische Weise durchgeführt werden.

§ 3. Jegliche durch den Betreiber des Verteilernetzes vorgenommene Veräußerung der Infrastruktur und der Ausrüstung, die dem Verteilernetz angehören, unterliegt der Zustimmung der Regierung nach Stellungnahme der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - CWaPE).

§ 4. Der Netzbetreiber führt in seiner internen Rechnungslegung jeweils getrennte Konten für seine Aktivitäten im Bereich der Verteilung, und ggf. für alle anderen Aktivitäten einschließlich für die gemäß Paragraph 2 erlaubten, vorgeschriebenen Aktivitäten, genau auf die gleiche Weise, als wenn diese Aktivitäten von rechtlich unterschiedenen Unternehmen ausgeübt wären.

Die Jahresabschlüsse umfassen in ihren Anlagen eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung für jede Kategorie von Aktivitäten sowie die Regeln, nach denen die Gegenstände des Aktiv- und Passivvermögens sowie die ausgewiesenen Aufwendungen und Erträge den separat geführten Konten zugewiesen wurden.

Einnahmen aus dem Eigentum am Verteilernetz werden in den Konten gesondert ausgewiesen.

Die Regierung kann die auf den Netzbetreiber anwendbaren Regeln in Bezug auf die Transparenz der Buchhaltung präzisieren."

Art. 19 - In Artikel 10 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird um folgenden Absatz ergänzt:

"Der Netzbetreiber darf das Eigentum der Infrastruktur oder der Ausrüstung des Netzes nicht auf seine Tochtergesellschaft übertragen.";

2° Paragraph 2 Absatz 2 wird aufgehoben;

3° in Paragraph 2, früherer Absatz 4, der zu Absatz 3 geworden ist, werden die Wörter " § 3." vor "Nach Begutachtung durch die CWaPE" eingefügt; der Absatz wird um den folgenden Satz ergänzt: "Es gilt, dass er seine Pflichten ernsthaft versäumt, wenn er gegen die Bestimmungen in Bezug auf die Aktionärsstruktur, die Geschäftsführungsorgane, oder die Aufgaben der Verteilernetzbetreiber, und ggf. deren Tochtergesellschaften, verstößt, oder die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets auferlegten Pflichten mehrmals nicht beachtet. Die Tatsache, dass er seine Pflichten ernsthaft versäumt, wird nach Ablauf der Frist festgestellt, die von der CWaPE festgelegt wurde, um es dem Verteilernetzbetreiber oder seiner Tochtergesellschaft zu ermöglichen, sich in Ordnung zu bringen."

Art. 20 - In Artikel 12 § 2 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird das Wort "insbesondere" gestrichen;

4° Absatz 2 wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° eine Rolle als Marktmoderator übernehmen, insbesondere zwecks der Umsetzung der Energiewende";

3° zwischen die Absätze 2e und 3 werden zwei Absätze mit dem nachstehenden Wortlaut eingefügt:

"Was Ziffer 9 betrifft, bestimmt die Regierung nach Gutachten der CWaPE und in Absprache mit den Betreibern von Verteilernetzen die Beschreibung dieser Rolle als Marktmoderator sowie die praktischen Bestimmungen für deren Ausübung.

Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung ergänzende Aufgaben bestimmen, um es dem Verteilernetzbetreiber zu ermöglichen, die Verwaltung des Netzes gemäß Paragraph 1 Absatz 1 zu gewährleisten."

Art. 21 - In Artikel 17 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 1. Zwecks der Erfüllung der in Artikel 12 genannten Aufgaben verfügt der Verteilernetzbetreiber über qualifizierte Mitarbeiter in ausreichender Zahl, die unmittelbar vom Verteilernetzbetreiber abhängen, und die nicht für einen Erzeuger, Gasversorger, eine Zwischenperson oder ein verbundenes oder beteiligtes Unternehmen arbeiten. Wenn sich die CWaPE damit einverstanden erklärt, kann er jedoch alleine oder zusammen mit einem oder mehreren Verteilernetzbetreibern die Gesamtheit oder einen Teil der täglichen Führung seiner in Artikel 12 genannten Tätigkeiten einer gemäß Paragraph 2 gebildeten Tochtergesellschaft anvertrauen.";

2° In Paragraph 2 wird Absatz 1 gestrichen;

3° in Paragraf 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, wird der Satz "Die Gründung der Tochtergesellschaft unterliegt folgenden Bedingungen" durch folgenden Satz ersetzt: "Die in Paragraf 1 genannte Tochtergesellschaft erfüllt die folgenden Bedingungen:";

4° in Paragraf 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, werden die Ziffern 2 und *2bis* durch Folgendes ersetzt:

"2° die Tochtergesellschaft gehört zu hundert Prozent dem oder den Verteilernetzbetreibern, die ihr die Gesamtheit oder einen Teil der täglichen Führung ihrer Tätigkeit anvertraut haben, und gegebenenfalls deren Aktionären. Die Schwellenwerte in Bezug auf die Beteiligung am Gesellschaftskapital der Tochtergesellschaft genügen den Vorschriften von Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 des vorliegenden Dekrets;

2bis° falls Anteile, die das Gesellschaftskapital der Tochtergesellschaft vertreten, getrennt in den Händen von öffentlichen Behörden wären, die auf direkte oder indirekte Weise Anteile vom Gesellschaftskapital eines Erzeugers, Gasversorgers oder einer Zwischenperson besitzen, wird durch die Satzungen der Tochtergesellschaft verhindert, dass einer dieser Aktionäre individuell, auf direkte oder indirekte Weise einen Beschluss ablehnen, blockieren oder auferlegen kann, oder eine Beschlussfassung verhindern kann;"

3° im Paragraf 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, wird eine Ziffer *2ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"*2ter*° die Tochtergesellschaft besitzt weder auf direkte noch indirekte Weise Anteile, die das Kapital der Erzeuger, Gasversorger oder Zwischenpersonen vertreten;"

6° der neue Wortlaut von Paragraf 2, früher Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, Ziffer 3 Buchstabe a: "der Verwaltungsrat besteht ausschließlich aus unabhängigen Verwaltern im Sinne von Artikel 2 Ziffer 13 und diese werden vom (von den) Betreiber(n) des (der) angeschlossenen Netze(s) vorgeschlagen;"

7° in Paragraf 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, Ziffer 3 Buchstabe b werden die Wörter "der in § 1 genannten strategischen und vertraulichen Aufgaben" durch die Wörter "der Beschlüsse in Verbindung mit den in Artikel 12 genannten Aufgaben" ersetzt;

8° in Paragraf 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, Ziffer 3 Buchstabe c werden die Wörter "mehrheitlich aus unabhängigen Verwaltungsratsmitgliedern bestehen und" gestrichen;

9° im Paragraf 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, wird die Ziffer 4 aufgehoben;

10° in Paragraf 2 früherer Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, Ziffer 5 werden die Wörter "kann andere Aufgaben" durch "kann keine anderen Aufgaben" ersetzt;

11° in Paragraf 2 wird der frühere Absatz 2, der zu Absatz 1 wird, um eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° um den täglichen Betrieb der von dem oder den Verteilernetzbetreiber(n) anvertrauten Tätigkeiten zu gewährleisten, verfügt die Tochtergesellschaft über qualifizierte Mitarbeiter in ausreichender Zahl, die unmittelbar von ihr abhängen, und die nicht für einen Erzeuger, Gasversorger, eine Zwischenperson oder ein verbundenes oder beteiligtes Unternehmen arbeiten;"

12° in Paragraf 2 wird der frühere Absatz 3 aufgehoben;

13° in Paragraf 3 werden die Wörter "dem Minister" jedes Mal durch die Wörter "dem Minister und der CWaPE" ersetzt;

14° in Paragraf 3 Absatz 2 werden die Wörter ""sowie jede Neubesetzung" durch das Wort "und" ersetzt;

15° Paragraf 5 wird durch folgenden Text ersetzt:

" § 5. Die Tochtergesellschaft, der die Ausübung der Aufgabe gemäß Paragraf 2 anvertraut wurde, darf die Ausübung der Aufgaben und Pflichten, die ihr so anvertraut wurden, nicht einer Unterstruktur weiter übertragen;"

16° der Artikel wird um die Paragrafen 6 bis 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 6. Kein Aktieninhaber des Verteilernetzbetreibers, der nicht zu der Kategorie der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Aktionäre gehört, darf direkt oder indirekt Anteile besitzen, die das Gesellschaftskapital der von diesem Verteilernetzbetreiber geschaffenen Tochtergesellschaft vertreten, wenn die folgenden Bedingungen nicht erfüllt sind:

1° in den Satzungen der Tochtergesellschaft wird vorgesehen, dass jeder Beschluss die Mehrheit der Stimmen der Vertreter der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen erfordert;

2° diese Satzungen enthalten keine Bestimmung, durch welche die in vorliegendem Paragrafen erwähnten Aktionäre allein oder gemeinsam einen Beschluss ablehnen, blockieren oder auferlegen können, oder eine Beschlussfassung verhindern können;

3° unbeschadet von Artikel L1523-12 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird in den Satzungen der Tochtergesellschaft vorgesehen, dass für jede Statutenänderung, mit Ausnahme der Bestimmungen über den legitimen Schutz von in der Minderheit befindlichen Partnern, die einfache Mehrheit der bei der Generalversammlung anwesenden Vertreter und die Zweidrittelmehrheit der Vertreter der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen nötig sind;

4° in den Satzungen der Tochtergesellschaft wird vorgesehen, dass jede Person, die nicht zu der Kategorie der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Aktionäre gehört, nur mit Genehmigung der Regierung, die nach Stellungnahme der CWaPE gegeben wird, Anteile erwerben oder verkaufen darf, die das Gesellschaftskapital der Tochtergesellschaft vertreten.

§ 7. Im Übrigen gelten die auf die Verteilernetzbetreiber anwendbaren Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung auf die gemäß Paragraf 2 gebildete Tochtergesellschaft.

§ 8. Der Verteilernetzbetreiber und seine gemäß Paragraf 2 gebildete Tochtergesellschaft können die Durchführung bestimmter punktueller Arbeiten einem Subunternehmer anvertrauen, wobei diese Arbeiten nicht die Gesamtheit einer der in Artikel 12 § 2 Absatz 2 aufgelisteten Aufgabenrubriken darstellen dürfen. Der Betreiber des Verteilernetzes oder gegebenenfalls seine Tochtergesellschaft gilt als Inhaber der Aufgaben und Verpflichtungen, die sich aus vorliegendem Dekret ergeben.

§ 9. Abweichend von Paragraf 2 kann der Verteilernetzbetreiber jedoch, nach Genehmigung der CWaPE, einer zusammen mit anderen öffentlichen oder privaten Gesellschaftern gebildeten Tochtergesellschaft andere Aufgaben anvertrauen, als diejenigen nach Artikel 12, wenn diese durch oder kraft gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Bestimmungen vorgesehen sind.

Abweichend von vorigem Absatz ist die Genehmigung der CWaPE nicht erforderlich für Aufgaben, die die Verteilernetzbetreiber am Inkrafttretedatum des vorliegenden Dekrets der Austausch- und Informationsplattform anvertraut haben, die kraft Artikel 1 Ziffer 11 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen gegründet worden ist."

Art. 22 - In Artikel 32 § 1 Ziffer 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird Buchstabe i aufgehoben.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 23 - Die Verteilernetzbetreiber und gegebenenfalls ihre Tochtergesellschaft verfügen über eine am 1. Juni 2019 ablaufende Frist, um die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets einzuhalten.

Die Regierung ist auf Antrag eines oder mehrerer Verteilernetzbetreiber und nach Stellungnahme der CWaPE berechtigt, für bestimmte Bestimmungen des vorliegenden Dekrets die in Absatz 1 genannte Frist zu verlängern.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist übermittelt die Wallonische Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - CWaPE) der Regierung einen Bericht über den Stand der Implementierung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets durch die Verteilernetzbetreiber und ihre Tochtergesellschaften; gegebenenfalls wird sie Empfehlungen über die zu unternehmenden Schritte abgeben.

Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. Mai 2018

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung,

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2017-2018

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1066 (2017-2018) Nr. 1 bis 10.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 9. Mai 2018

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/202653]

11 MEI 2018. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en het decreet van 19 december 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt*

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 oktober 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 20°, eerste lid, worden de woorden " de bestuurder van de netbeheerder " vervangen door de woorden " de natuurlijke persoon, bestuurder van de netbeheerder ", de woorden " bij toepassing van artikel 16, § 2, " worden vervangen door de woorden " krachtens artikel 16 ";

b) in punt 20°, *a)* worden de woorden " , met uitzondering van een autoproducent " ingevoegd tussen de woorden " producent " en de woorden " , van een leverancier ";

c) in punt 20°, *b)* worden de woorden " , met uitzondering van de openbare overheden, " ingevoegd tussen de woorden " verbonden ondernemingen, " en de woorden " die volgens de CWaPE ";

d) punt 51°, opgeheven door het decreet van 11 april 2014, wordt hersteld als volgt :

" 51° "overheid" : het Waals Gewest, de gemeenten, O.C.M.W. en provincies alsook de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, met uitzondering van de « Commission wallonne pour l'Énergie » (Waalse Energiecommissie), voor zover deze instellingen van openbaar nut publiekrechtelijke rechtspersonen zijn en dat ze uitsluitend door publiekrechtelijke rechtspersonen bezeten worden; "

e) een punt 62° wordt toegevoegd :

"62° "zuivere financieringsintercommunale" : intercommunale waaraan geen enkele natuurlijke of rechtspersoon ander dan de gemeente en in voorkomend geval de provincies en het Gewest deelneemt en waarvan het hoofddoel het beheer is van de participaties van de overheid, namelijk in de energetische sector".

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De distributienetbeheerder is een publiekrechtelijke rechtspersoon die de vorm mag aannemen van een intercommunale.";

2° in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven;

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. De distributienetbeheerder, alsook de kandidaat-distributienetbeheerder vervult de volgende voorwaarden :

1° de overheid bezit minstens vijfenzeventig percent plus één van de aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder en minsten vijfenzeventig percent plus één van de stemrechten;

2° de aandelen die in handen zijn van de gemeenten en de provincies, kunnen ofwel rechtstreeks of via een zuivere financieringsintercommunale bezeten worden;

3° met uitzondering van de overheid en desgevallend hun zuivere financieringsintercommunales mag een producent, een leverancier of een tussenpersoon, of elke andere verbonden vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks, geen aandelen bezitten die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder;

4° de raad van bestuur is uitsluitend samengesteld uit onafhankelijke bestuurders in de zin van dit decreet;

5° als aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder afzonderlijk worden bezeten door de overheid die rechtstreeks of onrechtstreeks participaties in het maatschappelijk kapitaal van een producent, leverancier of tussenpersoon bezit, beletten de statuten van de distributienetbeheerder dat één van deze aandeelhouders individueel, rechtstreeks of onrechtstreeks, een beslissing kan verwerpen, blokkeren of opleggen of een besluitname verhinderen;

6° de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de bezoldiging van de bestuurders en titularissen van een lokale leidinggevende functie zijn van toepassing op de bestuurders en beheerders van de distributienetbeheerder alsook op zijn dochteronderneming(en), ongeacht hun rechtsvorm.

Onder bezoldiging bedoeld in punt 6°, wordt verstaan elk vast en variabel bedrag ontvangen in het kader van de activiteiten uitgevoerd binnen de distributienetbeheerder en, in voorkomend geval, van zijn dochteronderneming.

De Regering kan de bijkomende voorwaarden bepalen betreffende de samenstelling, het bestuur, alsook het besluitvormingsproces van de distributienetbeheerder."

Art. 4. Artikel 7bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, wordt vervangen als volgt :

"Onverminderd artikel 7, mag elke persoon die niet tot de in artikel 7, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorie van aandeelhouders behoort, rechtstreeks of onrechtstreeks aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder bezitten, slechts indien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de statuten van de distributienetbeheerder bepalen dat elke beslissing de meerderheid van stemmen vereist uitgebracht door de afgevaardigden van de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1 en 2°;

2° deze statuten bevatten geen enkele bepaling waarbij de aandeelhouders bedoeld in dit artikel, individueel dan wel collectief, een beslissing kunnen verwerpen, blokkeren of opleggen of een besluitname verhinderen;

3° niettegenstaande artikel 1523-12, § 2, van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie, bepalen de statuten van de distributienetbeheerder dat elke statutaire wijziging, met uitzondering van de bepalingen betreffende de wettelijke bescherming van de minderheidsvennoten, de eenvoudige meerderheid vereist van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden aanwezig op de algemene vergadering en de tweederdemeerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1° en 2°;

4° de statuten van de distributienetbeheerder bepalen dat elke persoon die niet tot de in artikel 7, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorie van aandeelhouders behoort, enkel aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder mag kopen of verkopen met de toelating van de Regering, na advies van de "CWaPE".

Art. 5. Artikel 7ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 1 en 2 worden vervangen als volgt :

« § 1. De distributienetbeheerder verricht de openbaredienstactiviteit i.v.m. het beheer van de exploitatie, de veiligheid, het onderhoud en de ontwikkeling van het distributienet onder de voorwaarden bepaald in artikel 11.

De distributienetbeheerder kan activiteiten van productie van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen uitvoeren. De aldus geproduceerde elektriciteit wordt uitsluitend gebruikt om zijn eigen installaties te bevoorraden, om de netverliezen te compenseren en om de eindafnemers te leveren in de gevallen bedoeld in dit decreet.

Hij kan uitsluitend, rechtstreeks of via zijn dochterondernemingen, activiteiten uitvoeren die onder zijn opdracht van openbare dienst ressorteren zoals bepaald door of krachtens het decreet.

De distributienetbeheerder bezit niet rechtstreeks of onrechtstreeks participaties in het kapitaal van de producenten, leveranciers of tussenpersonen.

§ 2. De distributienetbeheerder voert geen commerciële activiteit uit i.v.m. de energie.

De commerciële activiteiten bedoeld in het eerste lid zijn namelijk de productie van energie en de levering van energie aan de eindafnemers buiten de gevallen bedoeld in het decreet, de energie-audits, de diensten voor energetische efficiëntie, alsook elke ander activiteit die niet rechtstreeks onder de opdracht van openbare dienst van de netbeheerder valt.

In afwijking van het eerste lid, kan de "CWaPE" de toelating geven aan een distributienetbeheerder om, alleen of in partnerschap, namelijk met producenten, leveranciers of tussenpersonen, commerciële activiteiten uit te voeren i.v.m. energie tegen de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° ten gevolge van een open transparante en niet-discriminerende procedure van overheidsopdracht, georganiseerd door de distributienetbeheerder, heeft geen enkele speler van de markt zijn capaciteit bewezen om een dergelijke activiteit te bezitten, te ontwikkelen, te beheren of uit te baten door de indiening van een offerte die een prijs bevat die lager is dan de kost die de distributienetbeheerder zou dragen als hij zelf deze activiteit zou uitoefenen en door het aantonen van zijn capaciteit om een minstens gelijkwaardige dienstkwaliteit te garanderen;

2° de activiteit bedoeld in het eerste lid is technisch en commercieel bijkomend aan de taken van de distributienetbeheerder en onmiddellijk nuttig zodat hij zijn opdrachten van openbare dienst kan vervullen;

3° na de overeenstemming van de procedure van overheidsopdracht te hebben gecontroleerd, beoordeelt de "CWaPE" de noodzaak van een dergelijke afwijking rekening houdend met de voorwaarden bedoeld in 1° en 2° en keurt haar uitoefening goed door de distributienetbeheerder.

Wat punt 3° betreft, in haar toestemming, bepaalt de "CWaPE" de aldus toegelaten activiteit(en), waarbij erover gewaakt wordt dat hun modaliteiten van uitoefening uitvoerig worden beschreven en namelijk, hun maximale duur die niet vijf jaar overschrijdt, het betrokken geografisch gebied indien nodig, alsook de voorwaarden voor de verlenging van de toestemming en de geleidelijke terugtrekking van de distributienetbeheerder uit deze activiteiten.

De "CWaPE" kan de toestemming verlengen voor een duur die lager of gelijk is aan vijf jaar als de voorwaarden bedoeld in 1°, 2° en 3° vervuld zijn.

De krachtens dit paragraaf toegelaten activiteit wordt uitgeoefend op een transparante en niet-discriminerende wijze.;

2° in paragraaf 2bis worden de woorden "het geheel van de activiteiten buiten de elektriciteitssector" vervangen door de woorden "de overeenkomstig paragraaf 2 toegelaten afwijkende activiteiten";

3° hij wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

"§ 4. Elke vervreemding van de infrastructuur en de uitrusting die deel uitmaken van het distributienet, door de distributienetbeheerder, wordt onderworpen aan de instemming van de Regering, na advies van de "CWaPE".;

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgend lid :

"De netbeheerder mag aan zijn dochteronderneming de eigendom van de infrastructuur of van de netuitrusting niet overdragen.;

2° paragraaf 2, tweede lid, wordt opgeheven;

3° in paragraaf 2, het voormalige derde lid dat het tweede lid geworden is, worden de woorden "§ 3." toegevoegd vóór de woorden "Na advies van de "CWaPE" mag de Regering" en wordt het lid aangevuld met de volgende zin : Wordt als een ernstige tekortkoming beschouwd, de niet-naleving van de bepalingen betreffende het aandeelhouder-schap, de beheerorganen of de opdrachten van de distributienetbeheerders, en in voorkomend geval van hun dochterondernemingen, alsook de herhaalde tekortkoming aan de verplichtingen opgelegd door en krachtens dit decreet. De ernstige tekortkoming wordt vastgesteld na afloop van de termijn vastgelegd door de "CWaPE" om de distributienetbeheerder of zijn dochteronderneming de mogelijkheid te bieden om te voldoen aan de verplichtingen."

Art. 8. In artikel 11, § 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 wordt het woord "inzonderheid" opgeheven;

2° het tweede lid wordt aangevuld met een punt 12° luidend als volgt :

"12° een rol van marktfacilitator vervullen, namelijk om de energetische overgang uit te voeren";

3° er worden tussen lid 1 en lid 3 twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

"Wat punt 12° betreft, na advies van de CWaPE en overleg met de distributienetbeheerders, bepaalt de Regering de omschrijving van deze rol van marktfacilitator en de praktische modaliteiten van zijn uitoefening.

Na advies van de "CWaPE" kan de Regering bijkomende taken bepalen om de distributienetbeheerder in staat te stellen om het beheer van het net te verzekeren overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid."

Art. 9. In artikel 16 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De distributienetbeheerder beschikt over voldoende en geschoold personeel dat rechtstreeks afhangt van de distributienetbeheerder en dat niet voor een producent, leverancier, tussenpersoon of elke andere verbonden vennootschap werkt, om de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 11 te verzekeren. Mits instemming van de "CWaPE" mag hij, alleen of in samenwerking met één of meerdere distributienetbeheerders, het geheel of een gedeelte van de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten bedoeld in artikel 11 evenwel toevertrouwen aan een dochteronderneming opgericht overeenkomstig paragraaf 2.;"

2° in paragraaf 2 wordt het eerste lid opgeheven;

3° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, wordt de zin "De oprichting van de dochteronderneming moet plaatsvinden met inachtneming van de volgende voorwaarden : " vervangen door de zin : "De dochteronderneming bedoeld in paragraaf 1 vervult de volgende voorwaarden : ";

4° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, worden de punten 2° en 2°bis vervangen als volgt :

"2° de dochteronderneming is honderd percent in het bezit van de distributienetbeheerder(s) die haar, geheel of gedeeltelijk, de dagelijkse uitbating van hun activiteit hebben toevertrouwd, en, in voorkomend geval, de aandeelhouders ervan. De drempels van bezit van het maatschappelijk kapitaal van de dochteronderneming leven de voorschriften van artikel 7, eerste lid, 1° en 2° van dit decreet na.

2°bis ingeval aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de dochteronderneming afzonderlijk bezeten zouden worden door de overheid die rechtstreeks of onrechtstreeks participaties in het maatschappelijk kapitaal van een producent, leverancier of tussenpersoon bezit, beletten haar statuten dat één van deze aandeelhouders individueel, rechtstreeks of onrechtstreeks, een beslissing kan verwerpen, blokkeren of opleggen of een besluitname verhinderen.;"

5° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, wordt een 2^{ter} ingevoegd, luidend als volgt:

"2^{ter} de dochteronderneming bezit niet rechtstreeks of onrechtstreeks aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen van de producenten, leveranciers of tussenpersonen.;"

6° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, in 3°, a), worden de woorden "minstens 80 % van de leden van haar raad van bestuur zijn onafhankelijke bestuurders" vervangen door de woorden "de raad van bestuur is uitsluitend samengesteld uit bestuurders", de woorden "en worden" worden vervangen door de woorden "en deze worden" en de woorden "door de geassocieerde netbeheerder(s)" worden vervangen door de woorden "onder de leden van de raad of de raden van bestuur van de beheerder(s)";

7° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, in 3°, b), worden de woorden "van de strategische en vertrouwelijke inlichtingen geformuleerd in § 1" vervangen door de woorden "van de beslissingen betreffende de opdrachten bedoeld in artikel 11";

8° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, in 3°, c) worden de woorden ", die voor het merendeel bestaan uit onafhankelijke bestuurders, en" opgeheven;

9° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, wordt punt 4° opgeheven;

10° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, in 5°, worden de woorden "de dochteronderneming mag" vervangen door de woorden "de dochteronderneming mag geen";

11° in paragraaf 2 wordt het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

"6° om de dagelijkse uitbating van de activiteiten toevertrouwd door de distributienetbeheerder(s) te verzekeren, beschikt de dochteronderneming over voldoende en geschoold personeel dat rechtstreeks afhangt van de dochteronderneming en dat niet voor een producent, leverancier, tussenpersoon of elke andere verbonden vennootschap werkt.";

12° in paragraaf 2 wordt het voormalig derde lid opgeheven;

13° in paragraaf 3, worden de woorden "aan de minister" telkens vervangen door de woorden "aan de minister en aan de "CWaPE";

14° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "alsook elke hernieuwing" vervangen door het woord "en";

15° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 4. De dochteronderneming die met de uitoefening van de opdracht wordt belast overeenkomstig paragraaf 2, mag de aldus toevertrouwde uitoefening van hun opdrachten en verplichtingen niet aan een substructuur overdragen.";

16° hij wordt aangevuld met de paragrafen 5 tot 8, luidend als volgt :

"§ 5. Elke aandeelhouder van de distributienetbeheerder die niet tot de in artikel 7, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorie van aandeelhouders behoort, mag rechtstreeks of onrechtstreeks aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de dochteronderneming opgericht door deze distributienetbeheerder bezitten, als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de statuten van de dochteronderneming bepalen dat elke beslissing de meerderheid van stemmen vereist, uitgebracht door de afgevaardigden van de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1° en 2°;

2° deze statuten bevatten geen enkele bepaling waarbij de aandeelhouders bedoeld in deze paragraaf, individueel dan wel collectief, een beslissing kunnen verwerpen, blokkeren of opleggen of een besluitname verhinderen;

3° niettegenstaande artikel 1523-12, § 2, van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie, bepalen de statuten van de dochteronderneming dat elke statutaire wijziging, met uitzondering van de bepalingen betreffende de wettelijke bescherming van de minderheidsvennoten, de eenvoudige meerderheid vereist van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden aanwezig op de algemene vergadering en de tweede meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1° en 2°;

4° de statuten van de dochteronderneming bepalen dat elke persoon die niet tot de in artikel 7, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorie van aandeelhouders behoort, enkel aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de dochteronderneming mag kopen of verkopen met de toelating van de Regering, na advies van de "CWaPE".

§ 6. Voor het overige, zijn de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie toepasselijk op de distributienetbeheerders van toepassing op de dochteronderneming opgericht overeenkomstig paragraaf 2.

§ 7. De distributienetbeheerder en zijn dochteronderneming opgericht overeenkomstig paragraaf 2 kunnen de uitvoering van sommige punctuele werken aan een onderaannemer toevertrouwen zonder dat deze werken betrekking kunnen hebben op het geheel van één van de rubrieken van de taken opgesomd in artikel 11, § 2, tweede lid. De distributienetbeheerder, of in voorkomend geval, zijn dochteronderneming, is geacht houder te zijn van de opdrachten en verplichtingen die voortvloeien uit dit decreet.

§ 8. In afwijking van paragraaf 2, kan de distributienetbeheerder evenwel, na goedkeuring van de "CWaPE", aan een dochteronderneming opgericht met andere openbare of privé vennoten, andere taken dan die bedoeld in artikel 11 toevertrouwen, voor zover zij door of krachtens de wettelijke en reglementaire bepalingen voorzien zijn.

In afwijking van het vorig lid, wordt de goedkeuring van de "CWaPE" niet vereist voor de taken toevertrouwd door de distributienetbeheerders aan het platform voor informatie-uitwisseling opgericht krachtens artikel 1, 11°, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet."

Art. 10. In hetzelfde decreet, na artikel 16, worden een artikel 16/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 16/1. De beheerder van het plaatselijke transmissienet beschikt over voldoende en geschoold personeel dat rechtstreeks afhangt van hem en dat niet voor een producent, leverancier of tussenpersoon of elke andere verbonden persoon werkt, om de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 11 te verzekeren, onverminderd de mogelijkheid om beroep te doen op onderaannemers voor de uitvoering van een deel van de taken en werken. Hij mag evenwel het geheel of een gedeelte van de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten toevertrouwen aan een dochteronderneming overeenkomstig de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt."

Art. 11. In artikel 34, 2°, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, wordt punt j) opgeheven.

Art. 12. In artikel 47ter van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 4, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 11 april 2014, aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Één keer per jaar, zet de "CWaPE" de kenmerkende gebeurtenissen van het afgelopen jaar uiteen. Ze deelt haar analyse over de evolutie van de gewestelijke markten van elektriciteit en gas mee alsook over de opdrachten en structuren van de voornaamste actoren, in het bijzonder de netbeheerders."

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt*

Art. 13. In artikel 2 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 14°, eerste lid, worden de woorden " de bestuurder van de netbeheerder" vervangen door de woorden "de natuurlijke persoon, bestuurder van de netbeheerder", en de woorden "bij toepassing van artikel 17, § 2," worden vervangen door de woorden "krachtens artikel 17";

2° in punt 14°, a), worden de woorden ", met uitzondering van een autoproducent" ingevoegd tussen de woorden "producent" en de woorden ", van een leverancier";

3° in punt 14°, b) worden de woorden ", met uitzondering van de openbare overheden," ingevoegd tussen de woorden "verbonden ondernemingen," en de woorden "die volgens de CWaPE";

4° het artikel wordt aangevuld met een punt 55°, luidend als volgt :

"55° "overheid": het Waals Gewest, de gemeenten, O.C.M.W. en provincies alsook de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, met uitzondering van de "CWaPE", voor zover deze instellingen van openbaar nut publiekrechtelijke rechtspersonen zijn en dat ze uitsluitend door publiekrechtelijke rechtspersonen bezeten worden;"

5° een punt 56° wordt toegevoegd :

"56° "zuivere financieringsintercommunale" : intercommunale waaraan geen enkele natuurlijke of rechtspersoon ander dan de gemeente en in voorkomend geval de provincies en het Gewest deelneemt en waarvan het hoofddoel het beheer is van de participaties van de overheid, namelijk in de energetische sector."

Art. 14. In artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1^{er}. De distributienetbeheerder is een publiekrechtelijke rechtspersoon die de vorm mag aannemen van een intercommunale.";

2° in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 15. Artikel 6 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt vervangen als volgt :

"Art. 6. De distributienetbeheerder, alsook de kandidaat-distributienetbeheerder vervult de volgende voorwaarden :

1° de overheid bezit minstens vijfenzeventig percent plus één van de aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder en minstens vijfenzeventig percent plus één van de stemrechten;

2° de aandelen die in handen zijn van de gemeenten en de provincies, kunnen ofwel rechtstreeks of via een zuivere financieringsintercommunale bezeten worden;

3° met uitzondering van de overheid en desgevallend hun zuivere financieringsintercommunales mag een producent, een leverancier of een tussenpersoon, of elke andere verbonden vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks, geen aandelen bezitten die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder;

4° de raad van bestuur is uitsluitend samengesteld uit onafhankelijke bestuurders in de zin van dit decreet;

5° als aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder afzonderlijk worden bezeten door de overheid die rechtstreeks of onrechtstreeks participaties in het maatschappelijk kapitaal van een producent, leverancier of tussenpersoon bezit, beletten de statuten van de distributienetbeheerder dat één van deze aandeelhouders individueel, rechtstreeks of onrechtstreeks, een beslissing kan verwerpen, blokkeren of opleggen of een besluitname verhinderen;

6° de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de bezoldiging van de bestuurders en titularissen van een lokale leidinggevende functie zijn van toepassing op de bestuurders en beheerders van de distributienetbeheerder alsook op zijn dochteronderneming(en), ongeacht hun rechtsvorm.

Onder bezoldiging bedoeld in punt 6°, wordt verstaan elk vast en variabel bedrag ontvangen in het kader van de activiteiten uitgevoerd binnen de distributienetbeheerder en, in voorkomend geval, van zijn dochteronderneming.

De Regering kan de bijkomende voorwaarden bepalen betreffende de samenstelling, het bestuur, alsook het besluitvormingsproces van de distributienetbeheerder."

Art. 16. Artikel 6*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, wordt vervangen als volgt :

"Onverminderd artikel 6, mag elke persoon die niet tot de in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorie van aandeelhouders behoort, rechtstreeks of onrechtstreeks aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder bezitten, slechts indien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de statuten van de distributienetbeheerder bepalen dat elke beslissing de meerderheid van stemmen vereist uitgebracht door de afgevaardigden van de personen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°;

2° deze statuten bevatten geen enkele bepaling waarbij de aandeelhouders bedoeld in dit artikel, individueel dan wel collectief, een beslissing kunnen verwerpen, blokkeren of opleggen of een besluitname verhinderen;

3° niettegenstaande artikel 1523-12, § 2, van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie, bepalen de statuten van de distributienetbeheerder dat elke statutaire wijziging, met uitzondering van de bepalingen betreffende de wettelijke bescherming van de minderheidsvennoten, de eenvoudige meerderheid vereist van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden aanwezig op de algemene vergadering en de tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de personen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°;

4° de statuten van de distributienetbeheerder bepalen dat elke persoon die niet tot de in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorie van aandeelhouders behoort, enkel aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder mag kopen of verkopen met de toelating van de Regering, na advies van de CWaPE".

Art. 17. Artikel 6*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 21 mei 2015, wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015, wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. § 1. De distributienetbeheerder verricht de openbaredienstactiviteit i.v.m. het beheer van de exploitatie, de veiligheid, het onderhoud en de ontwikkeling van het distributienet onder de voorwaarden bepaald in artikel 12.

De distributienetbeheerder kan activiteiten van productie van gas uit hernieuwbare energiebronnen uitvoeren. Het aldus geproduceerde gas wordt uitsluitend gebruikt om zijn behoeften te dekken, met inbegrip van de levering aan de eindafnemers in de gevallen bedoeld in dit decreet.

Hij kan uitsluitend, rechtstreeks of via zijn dochterondernemingen, activiteiten uitvoeren die onder zijn opdracht van openbare dienst ressorteren zoals bepaald door of krachtens het decreet. De distributienetbeheerder bezit niet rechtstreeks of onrechtstreeks participaties in het kapitaal van de producenten, leveranciers of tussenpersonen.

§ 2. De distributienetbeheerder voert geen commerciële activiteit uit i.v.m. de energie.

De commerciële activiteiten bedoeld in het eerste lid zijn namelijk de productie van energie en de levering van energie aan de eindafnemers buiten de gevallen bedoeld in het decreet, de energie-audits, de diensten voor energetische efficiëntie, alsook elke ander activiteit die niet rechtstreeks onder de opdracht van openbare dienst van de netbeheerder valt.

In afwijking van het eerste lid, kan de "CWaPE" de toelating geven aan een distributienetbeheerder om, alleen of in partnerschap, namelijk met producenten, leveranciers of tussenpersonen, commerciële activiteiten uit te voeren i.v.m. energie tegen de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° ten gevolge van een open transparante en niet-discriminerende procedure van overheidsopdracht, georganiseerd door de distributienetbeheerder, heeft geen enkele speler van de markt zijn capaciteit bewezen om een dergelijke activiteit te bezitten, te ontwikkelen, te beheren of uit te baten door de indiening van een offerte die een prijs bevat die lager is dan de kost die de distributienetbeheerder zou dragen als hij zelf deze activiteit zou uitoefenen en door het aantonen van zijn capaciteit om een minstens gelijkwaardige dienstkwaliteit te garanderen;

2° de activiteit bedoeld in het eerste lid is technisch en commercieel bijkomend aan de taken van de distributienetbeheerder en onmiddellijk nuttig zodat hij zijn opdrachten van openbare dienst kan vervullen;

3° na de overeenstemming van de procedure van overheidsopdracht te hebben gecontroleerd, beoordeelt de CWaPE de noodzaak van een dergelijke afwijking rekening houdend met de voorwaarden bedoeld in 1° en 2° en keurt haar uitoefening goed door de distributienetbeheerder.

Wat punt 3° betreft, in haar toestemming, bepaalt de "CWaPE" de aldus toegelaten activiteit(en), waarbij erover gewaakt wordt dat hun modaliteiten van uitoefening uitvoerig worden beschreven en namelijk, hun maximale duur die niet vijf jaar overschrijdt, het betrokken geografisch gebied indien nodig, alsook de voorwaarden voor de verlenging van de toestemming en de geleidelijke terugtrekking van de distributienetbeheerder uit deze activiteiten.

De "CWaPE" kan de toestemming verlengen voor een duur die lager of gelijk is aan vijf jaar als de voorwaarden bedoeld in 1°, 2° en 3° vervuld zijn.

De krachtens dit paragraaf toegelaten activiteit moet uitgeoefend worden op een transparante en niet-discriminerende wijze.;"

§ 3. Elke vervreemding van de infrastructuur en de uitrusting die deel uitmaken van het distributienet, door de distributienetbeheerder, wordt onderworpen aan de instemming van de Regering, na advies van de "CWaPE".

" § 4. De netbeheerder houdt in zijn interne boekhouding afzonderlijke rekeningen aan voor zijn distributieactiviteiten en, in voorkomend geval, voor alle andere activiteiten, met inbegrip voor de verplichte activiteiten toegelaten overeenkomstig paragraaf 2, op dezelfde manier als of deze activiteiten door juridisch onderscheiden ondernemingen uitgeoefend zouden zijn.

De jaarrekeningen bevatten, in hun bijlage, een toelichting en een resultatenrekening voor elke categorie van activiteiten, alsmede de regels voor de toerekening van de activa en passiva en de opbrengsten en kosten die bij de opstelling van de afzonderlijke rekeningen werden toegepast.

De inkomsten van het eigendom van het distributienet worden in de boekhouding vermeld.

De Regering kan de regels bepalen i.v.m. de transparantie van de boekhouding die op de netbeheerder van toepassing is."

Art. 19. In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

"De netbeheerder mag aan zijn dochteronderneming de eigendom van de infrastructuur of van de netuitrusting niet overdragen.;"

2° paragraaf 2, tweede lid, wordt opgeheven;

3° in paragraaf 2, het voormalige derde lid dat het tweede lid geworden is, worden de woorden " § 3." toegevoegd vóór de woorden "Na advies van de "CWaPE" mag de Regering" en wordt het lid aangevuld met de volgende zin : Wordt als een ernstige tekortkoming beschouwd, de niet-naleving van de bepalingen betreffende het aandeelhouderschap, de beheerorganen of de opdrachten van de distributienetbeheerders, en in voorkomend geval van hun dochterondernemingen, alsook de herhaalde tekortkoming aan de verplichtingen opgelegd door en krachtens dit decreet. De ernstige tekortkoming wordt vastgesteld na afloop van de termijn vastgelegd door de "CWaPE" om de distributienetbeheerder of zijn dochteronderneming de mogelijkheid te bieden om te voldoen aan de verplichtingen. "

Art. 20. In artikel 12, § 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 wordt het woord "inzonderheid" opgeheven;

2° het tweede lid wordt aangevuld met een punt 9° luidend als volgt :

"9° een rol van marktfacilitator vervullen, namelijk om de energetische overgang uit te voeren";

3° er worden tussen lid 1 en lid 3 twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

"Wat punt 9° betreft, na advies van de CWaPE en overleg met de distributienetbeheerders, bepaalt de Regering de omschrijving van deze rol van marktfacilitator en de praktische modaliteiten van zijn uitoefening.

Na advies van de "CWAPE" kan de Regering bijkomende taken bepalen om de distributienetbeheerder in staat te stellen om het beheer van het net te verzekeren overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid."

Art. 21. In artikel 17 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De distributienetbeheerder beschikt over voldoende en geschoold personeel dat rechtstreeks afhangt van de distributienetbeheerder en dat niet voor een producent, leverancier, tussenpersoon of elke andere verbonden vennootschap werkt, om de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 12 te verzekeren. Mits instemming van de "CWAPE" mag hij, alleen of in samenwerking met één of meerdere distributienetbeheerders, het geheel of een gedeelte van de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten bedoeld in artikel 12 evenwel toevertrouwen aan een dochteronderneming opgericht overeenkomstig paragraaf 2.

2° in paragraaf 2 wordt het eerste lid opgeheven;

3° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, wordt de zin "De oprichting van de dochteronderneming moet plaatsvinden met inachtneming van de volgende voorwaarden : " vervangen door de zin : "De dochteronderneming bedoeld in paragraaf 1 vervult de volgende voorwaarden : ";

4° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, worden de punten 2° en 2bis vervangen als volgt :

"2° de dochteronderneming is honderd percent in het bezit van de distributienetbeheerder(s) die haar, geheel of gedeeltelijk, de dagelijkse uitbating van hun activiteit hebben toevertrouwd, en, in voorkomend geval, de aandeelhouders ervan. De drempels van bezit van het maatschappelijk kapitaal van de dochteronderneming leven de voorschriften van artikel 6, eerste lid, 1° en 2° van dit decreet na.

2°bis ingeval aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de dochteronderneming afzonderlijk bezeten zouden worden door de overheid die rechtstreeks of onrechtstreeks participaties in het maatschappelijk kapitaal van een producent, leverancier of tussenpersoon bezit, beletten haar statuten dat één van deze aandeelhouders individueel, rechtstreeks of onrechtstreeks, een beslissing kan verwerpen, blokkeren of opleggen of een besluitname verhinderen;"

5° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, wordt een 2ter ingevoegd, luidend als volgt :

"2°ter de dochteronderneming bezit niet rechtstreeks of onrechtstreeks aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen van de producenten, leveranciers of tussenpersonen;"

6° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, in 3°, a), worden de woorden "minstens 80 % van de leden van haar raad van bestuur zijn onafhankelijk" vervangen door de woorden "de raad van bestuur is uitsluitend samengesteld uit bestuurders", en de woorden "en worden" worden vervangen door de woorden "en deze worden";

7° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, in 3°, b), worden de woorden "van strategische en vertrouwelijke taken zoals bepaald in § 1" vervangen door de woorden "van de beslissingen betreffende de opdrachten bedoeld in artikel 12";

8° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, in 3°, c) worden de woorden ", die voor het merendeel bestaan uit onafhankelijke bestuurders, en" opgeheven;

9° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, wordt punt 4° opgeheven;

10° in paragraaf 2, het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, in 5°, worden de woorden "de dochteronderneming mag" vervangen door de woorden "de dochteronderneming mag geen";

11° in paragraaf 2 wordt het voormalige lid 2 dat het eerste lid wordt, aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

"6° om de dagelijkse uitbating van de activiteiten toevertrouwd door de distributienetbeheerder(s) te verzekeren, beschikt de dochteronderneming over voldoende en geschoold personeel dat rechtstreeks afhangt van de dochteronderneming en dat niet voor een producent, leverancier, tussenpersoon of elke andere verbonden vennootschap werkt.";

12° in paragraaf 2 wordt het voormalig derde lid opgeheven;

13° in paragraaf 3, worden de woorden "aan de minister" telkens vervangen door de woorden "aan de minister en aan de "CWAPE";

14° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "alsook elke hernieuwing" vervangen door het woord "en";

15° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

“ § 5. De dochteronderneming die met de uitoefening van de opdracht wordt belast overeenkomstig paragraaf 2, mag de aldus toevertrouwde uitoefening van hun opdrachten en verplichtingen niet aan een substructuur overdragen.”;

16° hij wordt aangevuld met de paragrafen 6 tot 9, luidend als volgt :

“ § 6. Elke aandeelhouder van de distributienetbeheerder die niet tot de in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorie van aandeelhouders behoort, mag rechtstreeks of onrechtstreeks aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de dochteronderneming opgericht door deze distributienetbeheerder bezitten, als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de statuten van de dochteronderneming bepalen dat elke beslissing de meerderheid van stemmen vereist, uitgebracht door de afgevaardigden van de personen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1 en 2°;

2° deze statuten bevatten geen enkele bepaling waarbij de aandeelhouders bedoeld in deze paragraaf, individueel dan wel collectief, een beslissing kunnen verwerpen, blokkeren of opleggen of een besluitname verhinderen;

3° niettegenstaande artikel 1523-12, § 2, van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie, bepalen de statuten van de dochteronderneming dat elke statutaire wijziging, met uitzondering van de bepalingen betreffende de wettelijke bescherming van de minderheidsvennoten, de eenvoudige meerderheid vereist van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden aanwezig op de algemene vergadering en de tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de personen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°;

4° de statuten van de dochteronderneming bepalen dat elke persoon die niet tot de in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorie van aandeelhouders behoort, enkel aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de dochteronderneming mag kopen of verkopen met de toelating van de Regering, na advies van de “CWaPE”.

§ 7. Voor het overige zijn de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie toepasselijk op de distributienetbeheerders van toepassing op de dochteronderneming opgericht overeenkomstig paragraaf 2.

§ 8. De distributienetbeheerder en zijn dochteronderneming opgericht overeenkomstig paragraaf 2 kunnen de uitvoering van sommige punctuele werken aan een onderaannemer toevertrouwen zonder dat deze werken betrekking kunnen hebben op het geheel van één van de rubrieken van de taken opgesomd in artikel 12, § 2, tweede lid. De distributienetbeheerder, of in voorkomend geval, zijn dochteronderneming, is geacht houder te zijn van de opdrachten en verplichtingen die voortvloeien uit dit decreet.

§ 9. In afwijking van paragraaf 2, kan de distributienetbeheerder evenwel, na goedkeuring van de “CWaPE”, aan een dochteronderneming opgericht met andere openbare of privé vennoten, andere taken dan die bedoeld in artikel 12 toevertrouwen, voor zover zij door of krachtens de wettelijke en reglementaire bepalingen voorzien zijn.

In afwijking van het vorig lid, wordt de goedkeuring van de “CWaPE” niet vereist voor de taken toevertrouwd door de distributienetbeheerders aan het platform voor informatie-uitwisseling opgericht krachtens artikel 1, 11°, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.”.

Art. 22. In artikel 32, 1, 2°, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, wordt punt *i*) opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 23. De distributienetbeheerder en in voorkomend geval, zijn dochteronderneming beschikken over een termijn die op 1 juni 2019 eindigt, om zich te voegen naar de bepalingen van dit decreet.

De Regering is gemachtigd om de termijn bedoeld in het eerste lid te verlengen voor sommige bepalingen van dit decreet op verzoek van één of meerdere distributienetbeheerders en na advies van de “CWaPE”.

De « Commission wallonne pour l’Energie » (Waalse Energiecommissie) overhandigt, binnen de zes maanden na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid, een verslag aan de Regering met de vermelding van het implementatieniveau door de netbeheerders en hun dochterondernemingen, van de bepalingen van dit decreet en in voorkomend geval zal zij aanbevelingen doen wat betreft de te ondernemen acties.

Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 mei 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2017-2018.
Stukken van het Waals Parlement 1066 (2017-2018) Nrs. 1 tot 10.
Volledig verslag, openbare vergadering van 9 mei 2018.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/202652]

11 MAI 2018. — Décret modifiant le décret du 7 septembre 2017 portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux et provinciaux de Wallonie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Dans l'article 3 du décret du 7 septembre 2017 portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, afin de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux et provinciaux de Wallonie, les mots « Dans l'article L2219-39 » sont remplacés par les mots « Dans l'article L2212-39 ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 11 mai 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Note

(1) Session 2017-2018.
Documents du Parlement wallon, 918 (2017-2018) N^{os} 1 à 3.
Compte rendu intégral, séance plénière du 9 mai 2018.
Discussion.
Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/202652]

11. MEI 2018 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 7. September 2017 zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, um eine ausgeglichene Vertretung von Frauen und Männern innerhalb der Gemeinde- und Provinzkollegien der Wallonie zu gewährleisten (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Einziger Artikel - In Artikel 3 des Dekrets vom 7. September 2017 zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, um eine ausgeglichene Vertretung von Frauen und Männern innerhalb der Gemeinde- und Provinzkollegien der Wallonie zu gewährleisten, wird die Wortfolge "In Artikel L2219-39" durch die Wortfolge "In Artikel L2212-39" ersetzt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 11. Mai 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS